Vol 15 # 11• Du 15 au 21 Septembre 2021
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

ARIEL HENRY JUSTICIER OU TRICHEUR ?



Voir page 3

Le justicier Ariel Henry a fait choix de Frantz Louis Juste, comme commissaire du gouvernement a.i. près le tribunal de Première Instance de Port-au-Prince

GRÈVE DES EMPLOYÉS DE L'ETAT!



Voir page 3

Les employés de la compagnie Dignité menacèrent de boycotter le service du transport à l'occasion de la réouverture des classes, si leurs revendications ne sont pas satisfaites

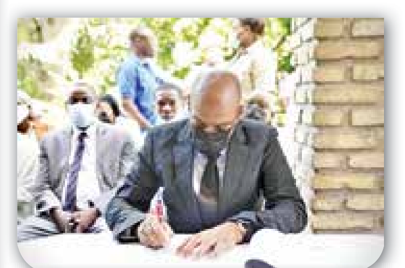


11 septanm: masak nan Senjan Bosko ak Sasinay Antoine Izmery!

Page 6

Prosecutor Demands Charges Against PM Ariel Henry for Involvement in Moïse Murder

Page 9



PM Ariel et une branche de l'opposition s'accordent sur un gouvernement d'union !

Page 7



Qu'est-ce que les États-Unis cherchent à cacher en concoctant un rapport mensonger sur les origines du nouveau coronavirus ?

Page 10



Porto Rico : marche pour l'indépendance à la veille de la célébration du Grito de Lares

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Frantz Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Ing. Roosevelt René
Robert Lodimus
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Faillite complète de la classe dirigeante haïtienne

Par Berthony Dupont

Il y a dans l'histoire des peuples des moments clés sans lesquels il est impossible de comprendre la réalité, de savoir pourquoi les choses sont comme elles sont et pas autrement. Il n'y a rien d'étonnant à ce qui se passe actuellement dans le pays, non plus si les notions d'Etat, nation, biens et intérêts publics, indépendance, éthique politique ont perdu toute signification.

Le désarroi total prend place officiellement ainsi que l'aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées. Le pays est ingouvernable, nombre de problèmes sociaux et économiques sont restés sans solution claire, tout cela peut se résumer en la faillite d'une classe politique bien déterminée.

Toutefois consciente de leur échec, cette classe essaie par tous les moyens de se régénérer en pondant des accords par-ci par-là pour remédier à leur nullité. Leurs conflits s'étalant sur la place publique ne sont guère le feu du hasard, puisqu'ils font partie de la grande contradiction interne au sein de cette classe dirigeante, ces imbéciles corrompus, ces lâches individualistes, ces agents les plus déterminants sinon des valets attitrés de l'impérialisme manœuvrant contre le peuple.

Alors que des milliers d'innocents haïtiens dans l'indifférence générale gémissent dans les départements du Sud, des Nippes et de la Grande Anse ; dans les autres villes, la situation n'est guère meilleure et les problèmes aussi ardus qu'ils soient ne sont en voie d'aucune solution ; on n'assiste qu'à des manœuvres dilatoires simplement pour le contrôle du pouvoir et ce qui est à l'horizon est sombre et révoltant. Il s'agit en réalité d'une véritable machine de destruction et de déstabilisation.

C'est la politique du pire de façon à tourner le peuple en dérision, à l'humilier pour finalement l'abandonner à son sort. Plus que jamais, le clivage s'accroit entre les appauvris et les exploiteurs. Plus que jamais le fossé creusé entre les chômeurs, les travailleurs, les paysans pauvres, les ouvriers et les bourgeois exploiteurs devient beaucoup plus profond. Devons-nous encore rappeler, une fois de plus, certains aspects sinistres de cette politique qui a fait faillite puisqu'elle a trahi toutes les aspirations légitimes du peuple haïtien.

Le but précis de ces alliances de circonstance est pour recourir à diverses ruses, car ces acteurs ont plus d'une corde à leur arc. L'option la plus souhaitable dans cette conjoncture serait d'aiguiser davantage les contradictions au sein des classes bourgeoises de sorte que les masses organisées en profitent.

Cette division au sommet de la société n'est pas sans importance. Elle explique une classe dirigeante fissurée, nettement incapable de faire avancer la société. Voilà pourquoi, elle est à la recherche de solutions contradictoires pour noyer davantage les masses populaires, tout en cherchant à créer la confusion autour de sa participation à l'assassinat du 7 juillet dernier.

Que les signes d'une prise de conscience continuent à fleurir chez les masses défavorisées vivant dans des ghettos de manière à chasser cette politique d'inégalités sociales répugnantes et bloquer à jamais cette machine à tout détruire qui ruine le pays. Les forces opprimées et exploitées, les jeunes vivant dans des conditions déplorables, dans un état de révolte intérieur, qui n'ont rien à perdre mais tout à gagner doivent exprimer leur rage puisqu'ils sont déjà rejetés par la société. Toutes les couches sociales, y compris des travailleurs, des chômeurs, qui n'ont aucune confiance dans une classe politique rejetée, inepte, c'est à eux que revient la tâche d'offrir coûte que coûte une perspective de résistance révolutionnaire à cette anomalie que représentent les laquais locaux de ce système.

La résistance populaire ne doit pas capituler face à cette ambiance de honte dans laquelle la classe politique dans sa majorité entend enfermer les masses haïtiennes pour les empêcher de revendiquer leurs droits à la vie, pour ne plus être capables de réclamer du pain et un abri décent auxquels tout être humain a droit. La lutte doit être poursuivie de sorte qu'elle s'amplifie plus forte, plus déterminée et plus radicale pour épargner le peuple et le pays des plus pénibles épreuves.

Voilà donc une raison de plus pour les opprimés et les exploités en état de révolte intérieure, de manifester leur désaccord avec cette classe politique opportuniste. Il ne faut pas rester spectateur devant l'exercice abusif des ennemis du peuple qui dans un passé récent ont été nos oppresseurs et pensent pouvoir nous faire croire qu'ils sont à présent nos bienfaiteurs. Extériorisons notre révolte face aux assauts répétés et concertés de l'impérialisme et de ses valets locaux sans aucune distinction.

Tous les ingrédients sont donc réunis pour le grand coup de balai populaire de cette classe politique faillie. Malgré les manœuvres, les coups bas, les intrigues et autres mesquineries tous azimuts, l'avenir reste irrévocablement aux combattants pour la vérité, la justice, la liberté, juste le temps qu'il faut à l'organisation révolutionnaire anti-impérialiste pour cristalliser la grande aspiration des masses laborieuses en lutte vers un minimum de bonheur.

Ariel Henry justicier ou tricheur ?



Cérémonie de signature de l'accord de la Primature dans la résidence officielle du Premier ministre à Musseau le 11 septembre dernier



Daniel Foote



Me André Michel signant l'accord de la Primature



Me Bed-Ford Claude



Me Frantz Louis Juste

Par Thomas Péralte

Le Premier Ministre de facto Ariel Henry s'est vu obligé d'aller plus vite en besogne pour imposer les raisons pour lesquelles l'opposition l'avait suggéré au président Jovenel Moise comme Premier ministre. En un sens l'assassinat de Moise le 7 juillet a fait l'affaire de cette opposition car maintenant elle récupère le pouvoir et le Premier ministre grâce à un accord politique pour une gouvernance apaisée et consensuelle signé dans la résidence officielle du premier ministre à Musseau les 11 et 12 septembre 2021.

Cependant le pari n'est pas tout à fait gagné par le Premier Ministre haïtien, M. Ariel Henry ainsi que la branche de l'opposition dirigée par le Secteur démocratique populaire et les principaux partis et selon les déclarations de Ariel lui-même « *J'ai l'assurance que cet accord permettra de conduire dans l'harmonie et la bonne entente les affaires de l'Etat durant la période intérimaire que je souhaite la plus courte possible* ».

Ariel Henry d'un air triomphal a déclaré que « 169 organisations politiques et populaires ont signé entre autres : SDP (Sektè Demokratik ak Popilè) , Ansanm nou fò, Eskwad démokratik, Fusion, Repons peyizan, Palmis, Kadoa, Tèt ansanm, Replik, Vérité, Veye yo, Planspa, Unité républicaine, Broposco, Fnh, Parti national de l'exemple, Inifòs, Bloc démocratique, Caravane Fanm, Krifa, LiHFeR, Force louverturienne réformiste, MTVAyiti, NOULHA, PHTK pour ne citer que cela.

Pour justifier la signature de l'accord Me André Michel a indiqué « *Le Secteur démocratique et populaire a pris la décision politique et historique de signer l'accord politique pour une gouvernance apaisée et consensuelle de cette période intérimaire. Cela n'a pas été une décision facile…Mais nous avons compris qu'il est venu le temps de construire ce pays sur une base consensuelle de dialogue permanent*

Le SDP a signé cet accord politique parce qu'il a obtenu l'intégration de la diaspora dans la formation d'un nouveau Conseil électoral provisoire, la réalisation des procès de PetroCaribe, des massacres de La Saline, Bel-Air, Delmas 32. Nous signons cet accord politique pour l'avancement du dossier de l'assassinat du bâtonnier Dorval, pour le rétablissement de la sécurité et le démantèlement des gangs, pour la libération des prisonniers politiques… », a-t-il-fait savoir.

A la veille de cette signature d'accord à la Primature, la compagnie Digicel a expédié au Commissaire du gouvernement Bed-Ford Claude les relevés téléphoniques sollicités entre Ariel Henry et Joseph Félix Badio pour la période allant du 1er au 15 juillet et selon les données de Digicel relayées « *peu après l'assassinat du président Jovenel MOISE, soit le 7 juillet 2021, Ariel HENRY et Joseph Félix BADIO ont eu un entretien téléphonique de trois (3) minutes aux environs de 4h 03 du matin. Selon les données du GPS, Ariel HENRY était localisé à Montana et Badio à Pèlerin, sur les lieux du crime. Les deux hommes se sont entretenus 17 minutes après, soit à 4h 20, durant 4 minutes* »

Le téléphone du Premier ministre l'a trahi, ainsi il a été invité par le Commissaire du gouvernement à se présenter mardi 14 septembre au Parquet de Port-au-Prince. Pour toute réponse, Ariel Henry au cours de la cérémonie de signature de son accord politique avec l'opposition a laissé entendre : « *Soyez assurés qu'aucune distraction, aucune convocation ou invitation, aucune manœuvre, aucune menace, aucun combat d'arrière-garde, ne me détournera de ma mission. Au fait je veux dire à ceux ne l'ont pas encore compris, les manœuvres de diversion pour semer la confusion et empêcher à la justice de faire sereinement son travail, ne passeront pas. Les vrais coupables, les auteurs intellectuels et les commanditaires de l'assassinat odieux du président Jovenel Moïse seront trouvés, traduits en justice et punis pour leur forfait. A bon entendeur, salut.* »

A ce compte, Me Renan Hédouville, de l'Office du protecteur du citoyen indigné a dans une note indiqué « *Au nom du droit à la vérité et dans la perspective de la poursuite de l'enquête en cours sur l'assassinat du président Jovenel Moïse, Monsieur Ariel HENRY doit incessamment démissionner et se mettre à la disposition de la justice* ».

Le premier ministre qui devrait être un justicier aux yeux de la population sinon au dessus de tout soupçon malhonnête et criminel est sans doute vu comme un tricheur par beaucoup d'autres.

Suite aux exigences de démission faites par plus d'un, l'ancienne parlementaire et actuelle dirigeante de la Fusion Edmonde Supplice Beauzile est montée au créneau pour défendre le PM « *Ariel Henry est un médecin respecté. Il n'est pas un assassin* ». Pour ajouter ensuite « *Je connais Ariel Henry. Nous avons été formés à travers la même matrice politique, le PANPRA (Parti nationaliste progressiste révolutionnaire). Ses détracteurs le savent pertinemment que Ariel Henry n'est pas un assassin* ».

Jusqu'à présent personne n'accuse Ariel, sauf son téléphone indiquant ses contacts avec un présumé assassin sur les lieux même d'un crime.

Le premier ministre Ariel Henry fait feu de tout bois de sorte qu'il ait la majorité des partis attelés à son char. C'est ainsi il invite à le rejoindre la Commission pour la Recherche d'une Solution Haïtienne à la Crise qui elle-même ayant plus de 550 partis et organisations de la société civile qui ont signé son accord du 30 août. Une réunion entre les deux courants est sans doute prévue pour le jeudi 16 ou vendredi 17 septembre prochain.

Par ailleurs, le patron des courants politiques producteurs d'accords l'envoyé spécial des Etats-Unis pour Haïti, Daniel Foote lors d'une conférence-débat sur l'après-séisme en Haïti, à la Florida International University (FIU), jeudi 9 septembre 2021 a tout bonnement indiqué : « *On ne doit pas se ruer vers l'échec. Les élections ne peuvent pas se tenir à court terme à cause de la situation déplorable de la sécurité et de la discorde politique. Je ne pense pas que l'actuel gouvernement intérimaire de facto peut organiser des élections crédibles sans un accord politique. Donc, cela prendra du temps pour rétablir la sécurité, pour qu'un gouvernement intérimaire issu d'un accord établisse un CEP, effectue éventuellement une réforme de la Constitution, ect. La position des Etats-Unis est que les Haïtiens doivent organiser des élections aussitôt que les conditions seront adéquates* »

Dans la soirée du lundi 13 septembre 2021, le Premier Ministre a.i. Ariel Henry lors d'un Conseil des Ministre en sa résidence officielle, convoqué pour entériner l'accord fait avec des Partis Politique et des représentants de la Société civile a annoncé les révocations de Rockefeller Vincent, le Ministre de la Justice, de Me Bed-Ford Claude, le Commissaire du Gouvernement et de Rénald Lubérice le Secrétaire Général du conseil des Ministres.

En guise de réaction, le jour même, le Ministre Vincent dans une lettre adressée à Léon CHARLES, le Directeur Général a.i. de la Police Nationale d'Haïti (PNH) lui a précisé « *Le Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique estime opportun de souligner à tous les agents de la Police Nationale d'Haïti quelque soit l'Unité spécialisée à laquelle ils sont affectés […] que, suivant les dispositions de la loi du 29 novembre 1994 portant création, organisation et fonctionnement de ta Police Nationale d'Haïti, notamment en son article 4, la Police Nationale d'Haïti relève du Ministère de la Justice et est placée sous l'autorité du titulaire du Ministère.*

Dans la même veine comme le PM ne s'est pas rendu au Parquet le mardi 14 septembre, le commissaire du gouvernement en fin de journée a justement émis un ordre d'interdiction de départ à l'encontre du chef de l'exécutif et un réquisitoire supplétif a été adressé au juge instructeur, M. Gary Orelien, inculpant le PM Ariel Henry dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du président Jovenel Moïse.

Le justicier Ariel Henry a fait choix de Frantz Louis Juste, comme commissaire du gouvernement a.i. près le tribunal de Première Instance de Port-au-Prince. C'est le ministre de l'Intérieur, Liszt Quitel, qui a procédé, le mardi 14 septembre, à l'installation du nouveau commissaire du gouvernement a.i. de Port-au-Prince, Me Frantz Louis Juste, en remplacement de Me Bed-Ford Claude.

Grève des employés de l'Etat!



Des barricades de pneus enflammés

Par Marie Laurette Numa

Des grèves en cascades ont été entamées dans le pays par des employés de l'administration de l'Etat haïtien.

Dans la matinée du 26 août à l'avenue Charles Sumner, des autobus de la compagnie de transport « Dignité » ont été mis en travers de la route, accompagnés des barricades de pneus enflammés pour protester contre des mauvaises conditions de travail et leur payement de 21 mois d'arriérés de salaire.

Les employés menacèrent de boycotter le service du transport à l'occasion de la réouverture des classes, si leurs revendications ne sont pas satisfaites.

Dans la même veine de revendications d'ouvriers, le Vice Président de la Fédération des syndicats de l'Électricité d'Haïti (EDH), Félix Pierre Michel a confirmé que les techniciens sont en grève pour exiger le versement des frais à l'occasion de la rentrée des classes. Il faut signaler que ces frais et d'autres avantages sociaux ont été éliminés par la précédente administration sous la direction de Michel Présumé qui volontairement a démissionné de ce poste.

Les employés entendent poursuivre leur mouvement jusqu'à la satisfaction complète de leurs revendications par la commission qui dirige actuellement l'entreprise électrique.

Avec Daniel Foote à la tête du pays, les USA ont l'occasion de recalibrer leur politique en Haïti



Daniel Foote

Par Ralph Thomassaint Joseph

Aucun officiel en Haïti ne peut prétendre détenir plus de pouvoir que Daniel Foote en ce moment. L'envoyé spécial du président Joe Biden sur la crise haïtienne a le pouvoir de décider qui peut être président ou Premier ministre du pays. Sa présence éclipse la représentante de Bureau intégré des Nations unies en Haïti, Helen La Lime, qui s'activait comme un proconsul avant lui. Si autrefois l'ingérence se maquillait de diplomatie, actuellement, il est clair que les États-Unis tiennent ouvertement les manettes du pouvoir en Haïti.

En cause : l'effondrement total des institutions du pays notamment pendant les onze dernières années. L'histoire retiendra que les unités d'élite d'une police formatée et entretenue par les États-Unis ont perdu la face devant un groupe de voyous à Village de Dieu et cette même police n'a pas pu empêcher l'assassinat de l'homme le plus protégé du pays, le président Jovenel Moïse.

Certains diront que dès qu'il s'agit d'identifier les causes de la crise permanente en Haïti, il est aisé d'indexer l'étranger comme coupable, surtout les États-Unis. S'il faut comprendre les conséquences à partir des causes, il serait malsain de ne pas attribuer aux États-Unis sa juste rétribution dans cette débâcle. Prétendre le contraire reviendrait à ouvrir une brèche qui plairait bien aux politiques américains.

Le magazine Forbes rapporte que la guerre en Afghanistan a coûté aux États-Unis 300 millions de dollars chaque jour pendant vingt ans. 83 milliards de dollars sont dépensés pour former et équiper l'armée afghane. Cette même armée n'a pas tenu face aux assauts des talibans, après l'annonce du retrait des États-Unis. Lorsqu'il fallait justifier les raisons de la débâcle américaine, Joe Biden pointe du doigt les Afghans. *« Nous leur avons donné toutes les chances pour qu'ils façonnent leur destin, déclarait-il le 16 août 2021. Ce que nous ne pouvions pas leur donner, c'est la volonté de se battre pour ce destin ».*

Ceci a un petit air de déjà entendu chez nous en Haïti.

Après le séisme de 2010, la communauté internationale avait prétendu offrir cette même chance à Haïti. Des milliards de dollars

suite à la page(4)

Suite de la page (3)

sont dépensés au nom des Haïtiens pour la reconstruction du pays sans que les résultats ne soient visibles. L'ancien président américain, Bill Clinton dirigeait la Commission intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti qui canalisait des centaines de millions de dollars d'aide et de promesses d'aide.

Après les ravages du séisme en 2010, Haïti n'était pas prêt pour organiser des élections la même année. Malgré les dizaines de milliers de morts et plus d'un million de sinistrés sous les tentes, la communauté internationale, comme d'habitude, imposa que celles-ci soient organisées. C'est ainsi que Michel Martelly fut désigné président. La USAID supporta financièrement les partisans de Martelly durant la campagne électorale. L'ambassadeur français en Haïti à l'époque, Didier Lebret, s'affichait publiquement avec le bracelet rose et blanc du pouvoir de Michel Martelly.

Michel Martelly dirigera un pouvoir qui se révèlera parmi les plus corrompus de l'histoire du pays. Plus de 64 % des fonds Petrocaribe seront dépensés durant son administration. Le parti qu'il créa, le Parti Haïtien Tèt Kale (PHTK), implémentera une politique publique où le démantèlement des institutions publiques et la gangstérisation du pays seront les priorités du régime. Avec son poulain Jovenel Moïse, l'impunité et la corruption seront renforcés. Des centaines de citoyens sont massacrés dans les quartiers populaires, des centaines de kidnappings et des cas de viols sont enregistrés.

Haïti connaitra les plus grandes manifestations populaires de son histoire à partir de 2018. Pour la première fois, les jeunes ont pris la rue massivement pour dénoncer la corruption et demander des comptes sur les dépenses des fonds Petrocaribe. Le mouvement Petrocaribe a servi de prétexte à des centaines de milliers de citoyens pour adresser les problèmes plus profonds qui caractérisent le dysfonctionnement de l'État. Un procès Petrocaribe a donc une valeur symbolique extrêmement fort.

Onze ans après, les États-Unis ont dépêché un envoyé spécial dans le contexte d'une crise sans précédent. Depuis les soulèvements du 6 et 7 juillet 2018, le pays s'est enlisé dans un cycle d'instabilité qui revêt un caractère particulier. Il s'ensuivra les manifestations du mouvement Petrocaribe, le pays lock, la loi des gangs, le kidnapping, les massacres dans les quartiers populeux.

Daniel Foote est venu collecter les débris occasionnés par un pouvoir mis en place avec l'aide des États-Unis en 2011. Depuis l'année 2017, la BRH ne trouve plus utile de publier son rapport annuel qui donne une idée de l'économie du pays. L'exercice a pourtant été régulier depuis 1998, même après le séisme en 2010.

En mai 2011, lorsque Michel Martelly devint président de la République, le Conseil national de la sécurité alimentaire rapporte que le coût du panier alimentaire était à 837,8 gourdes. En avril 2021, ce panier coûte 2112 gourdes par personne par mois. Pourtant, des centaines de millions de dollars sont siphonnés par les pouvoirs publics et les scandales de corruption ont beaucoup résonné. Après onze années, l'hôpital général n'est pas reconstruit, ni le palais présidentiel, ni le bâtiment du parlement. Les gangs se sont multipliés occasionnant des massacres, des kidnappings et des viols.

Le séisme politique occasionné par le régime PHTK est une responsabilité des démocrates. Si les bonnes élections sont la base de la stabilité politique, les États-Unis se sauraient se comporter en innocent dans la crise qui secoue Haïti actuellement.

Lorsque pour la première fois dans l'histoire du pays, des milliers de jeunes se sont mobilisés contre la corruption, les États-Unis ne s'était pas arrangé de leur côté. À cause de leur engagement, certains ont perdu leurs emplois et l'appui de leurs amis. Plusieurs Petrochallengers — parmi les principales figures — ont fui le pays à cause des menaces. L'assassinat de la militante Antoinette Duclaire a été compris comme un message à l'endroit de ceux qui dénoncent ouvertement les impostures. Aujourd'hui, l'impunité touche même le président de la République dont l'équipe qu'il a choisie est incapable de faire lumière sur son assassinat.

S'il faut écouter la voix du peuple, il faut reconnaitre qu'il y a une volonté de masse pour combattre la corruption. Mais peut-on faire le pays avec les vieilles figures? « Je pense que je suis — et j'insiste là-dessus —, cette personnalité politique dotée de l'expérience nécessaire pour conduire la barque à bon port », affirmait Joseph Lambert le 1er septembre.

Deux fois sénateur et président du Senat. Joseph Lambert a toujours été là lorsque la barque allait à la dérive. Il incarne cette classe politique blasée qui réduit la gouvernance à un simple partage de petits privilèges. D'un autre côté, Laurent Lamothe dont le nom en Haïti s'associe automatiquement au scandale des fonds Petrocaribe, s'active dans les médias étrangers comme une « voix acceptable » pour parler de la crise du pays.

Ensuite, il y a une opposition politique composée en grande partie d'affairistes pour laquelle détruire les biens et troubler l'ordre public est la seule forme de militance. Le cartel politique se dispute le pouvoir pendant que chaque citoyen essaye de quitter le pays par tous les moyens.

À côté de la pandémie du Covid-19, la première année du président Biden est déjà marquée par deux grandes crises : la crise migratoire et la débâcle en Afghanistan.

Pour juguler le flux des migrants qui traversent la frontière du Mexique vers les États-Unis, l'administration Biden s'est résolue à attaquer le problème à la source. Il faut donc résoudre le problème dans les pays d'origine des migrants où ils trouvent toutes les conditions pour quitter, en quête de meilleures conditions de vie. Le président Biden délègue la vice-présidente Kamala Harris qui cible la corruption comme nœud du problème. Durant sa visite au Guatemala, Kamala Harris se prononce sur la nécessité de combattre la corruption et d'établir la justice. *« La plupart des gens ne veulent pas quitter leur pays, l'endroit où ils ont grandi, là où se pratique la langue dont ils parlent, la culture qu'ils connaissent. La plupart des gens ne veulent pas quitter là où leur grand-mère a vécu. Et lorsqu'ils partent, généralement c'est pour l'une de ces deux raisons : ils fuient une violence quelconque, ou bien s'ils restent, ils ne peuvent pas répondre aux besoins essentiels de leurs familles »*, déclarait Kamala Harris.

Durant les onze dernières années, des dizaines de milliers d'Haïtiens — notamment les jeunes — ont fui le pays pour aller au Brésil, au Chili. Ils sont des milliers actuellement à rejoindre la frontière du Mexique dans l'espoir d'émigrer aux États-Unis. Après le séisme, le désespoir était surtout économique. Aujourd'hui la misère s'est couplée à la violence des gangs pour pousser des dizaines de milliers de compatriotes à fuir leurs maisons et quitter le pays. Comment les États-Unis réagiront lorsque des milliers de boat people rejoindront ses côtes à cause de la violence des gangs alimentés par le pouvoir et le secteur privé des affaires ?

Recalibrer la politique des États-Unis en Haïti revient à corriger la faute commise en 2011. Le pouvoir du PHTK est un produit pur de l'administration des démocrates durant l'administration de Obama à travers Hilary Clinton qui alors était secrétaire d'État.

Plusieurs parmi ceux qui étaient dans les rues pour dénoncer la corruption ont fui le pays. Avec les actes de kidnappings et les viols qui se sont multipliés, des milliers de professionnels ont déjà quitté. Le champ est donc libre à une mafia politique et une bourgeoisie prédatrice pour dépecer ceux qui n'envisagent pas encore de partir. Quoique l'État soit à genoux, les vautours de la classe politique traditionnelle se battent sur le cadavre en putréfaction. Nombreux veulent devenir président sans exiger que lumière soit faite sur comment un président peut être assassiné dans sa chambre sans qu'aucun agent de sa sécurité ne soit égratigné.

S'il faut reconsidérer la politique des États-Unis en Haïti, il faut prendre en compte le passif des acteurs. Nombreux parmi ceux qui se positionnent en premier plan ont été acteurs de la démolition ces trente dernières années au moins.

AYIBOPOST

Simple mise au point

Par Lemèm Latulipe

L'éducateur Reneld Sanon a fait parvenir au journal Haïti Liberté (HL) un texte intitulé « Lè jounal Ayiti Libète vle fè gang kriminèl G9 an fanmi pase pou revolisyonè, lagoch ayisyèn dwe pran pozsyon ». L'article a paru dans la section en créole de l'hebdomadaire HL (Vol.15, No.10, p.6, 8 au 14 Septembre 2021).

Après avoir "*salye bon travay Haiti Libète abitye fè nan difize yon seri tèks enteresan sou mouvman goch yo nan mond lan ki pa sikile nan peyi d Ayiti*", Sanon poursuit : "*Men tou, m ap raple, se pwogresis Ayisyen, se lagoch Ayisyèn ki achte jounal Ayiti Libète k ap distribye nan peyi a. Non, nou pa ka ankouraje kalite lide danjere sa a, Ayiti Libète ap gaye nan peyi a, k ap fè moun kwè Djimi Cherizye (alyas babekyou) chèf gang G9 la se yon revolisyonè. Non, Ayiti Libète*" «gang yo se pa yon mouvman revolisyonè. Gang yo se yon seri gwoup kriminèl, k ap masakre popilasyon an, nan sèvis gouvènman PHTK».

Reneld Sanon continue : "*Daprè yon rapò RNDDH, se gang krache dife ki nan federasyon G9 an fanmi, ki fè masak Dèlma 32 ak Kriswa a, madi 29 nan aswè pou leve mèkredi 30 jwen 2021 an, kote li touye anviwon 20 moun.*" Plus loin, Sanon écrit : "*Lè m te li atik Andre Chalye, ansyen manm Annavan, yon pati Maksis Leninis, ekri nan jounal Ayiti Libète, nimewo ki te parèt 14-20 avril 2021 an, m te panse se yon erè analiz sou reyalite peyi a, nan moman an*".

Sanon poursuit : "*Mwen vin li yon dezyèm atik ki te parèt 12-18 me 2021, kote jounal la kanpe Djimi Cherizye an gwo plan. Epi, li fè yon pledwaye pou chèf gang lan*". Quoique Sanon ne mentionne pas spécifiquement le nom de Charlier comme l'auteur dudit article, tout laisse à croire que c'est le cas. Le texte de Sanon est daté du "*10 dawout 2021*". Charlier semble l'avoir reçu peut-être directement, je n'en sais rien. Il y a répondu dans un article intitulé "Pa kite malpwopte pran tèt nou", avec comme sous-titre : "(*Repons pou yon edikatè ki bezwen edike*) et qui porte la date du 5 Septanm 2021. Les deux articles ont paru à la même page de Haïti Liberté (Vol.15, No.10, p.6, 8 au 14 Septembre 2021).

Sanon continue : " *Nan nimewo sa a* [12-18 me 2021], *Lemèm Latulipe kritike yon rapò RNDDH te fè sou yon masak gang G9 an fanmi te reyalize Bèlè soti 4 rive 8 novanm 2019. Paske rapò a pa t pale sou moun ki te mouri nan kan Babekyou, Jounalis la note, RNDDH site non Djimi Cherizye 49 fwa nan rapò a. Ou ta di : jounalis la t ap mande yon swadizan objektivite nan rapò a, nan yon lojik ekilibris*".

Dans l'esprit de Sanon, il semble que j'aurais résolument manifesté un parti pris en faveur de Babekyou. De là à insinuer que j'ai fait en quelque sorte " *yon pledwaye pou chèf gang lan*", il n'y a qu'un pas que le lecteur, même inconsciemment, peut vite franchir à savoir que je suis partie prenante de "*kalite lide danjere sa a, Ayiti Libète ap gaye nan peyi a, k ap fè moun kwè Djimi Cherizye (alyas babekyou) chèf gang G9 la se yon revolisyonè* ".

L'article dont je suis l'auteur et qui porte Sanon à me prêter une position pareille est intitulé "Oui, je touffe". Il a paru au mois de mai de cette année dans Haïti Liberté (Vol.14, No. 45). Il y était question de l'indigence, de "l'indignité, l'insignifiance, la bêtise de la gente politicienne haïtienne [qui]est telle que l'air du pays est devenu irrespirable". J'ai commencé par stigmatiser le comportement de l'ancien PM Joute Joseph, qui avait eu l'indignité, l'imposture, le sans-gêne, "l'impudence, l'effronterie, le culot d'avouer en public qu'il entretenait des relations personnelles, voire privilégiées, avec des malfrats, des gangs ». Et "personne dans le gouvernement, encore moins le président, ne s'en était ému voire indigné". Dans cet ordre d'idées de stigmatisation de comportement laissant à désirer, il m'était venu à l'idée le rapport du RNDDH relatif aux violences extrêmes de gangs, aux tueries survenues à Bel-Air du 4 au 8 novembre 2019 et dont l'institution présentait le tragique bilan.

Le rapport indexe **le** gang dirigé par l'ex-policier Jimmy Chérisier, alias Barbecue, et **divers** gangs de Bel-Air dont il ne mentionne pas nommément les dirigeants. Étrange. Jimmy Chérizier, alias Barbecue, aurait été chargé par les autorités exécutives de "déblayer les rues" de Bel Air obstruées par des barricades. Barbecue en aurait profité, selon le RNDDH, pour faire un *ratiboisage* du tonnerre dans la zone. À titre de représailles, et fesses au vent, des groupes armés évoluant au Bel-Air sont partis attaquer les fiefs de Jimmy Chérizier : Laborde et la rue Saint Martin. Des deux côtés, il y a eu débordement de violences, donc il y a eu de grosses pertes.

Pourtant, de façon étonnante, le RNDDH, dans sa section "Bilan des événements survenus au Bel Air ", rapporte **de façon extrêmement détaillée** ce qui s'y est passé : personnes tuées par balles, personnes blessées par balles, maisons criblées de balles, maisons incendiées, transformateurs endommagés, véhicules incendiés. Par contre, les victimes et dommages physiques encourus à Laborde et à la rue Saint Martin ne font l'objet que de **quelques lignes**. C'est justement ce que j'avais voulu stigmatiser : l'indigence et l'insignifiance d'une organisation dite des droits de l'homme qui a laissé comprendre, entre les lignes que Barbecue était plus porté à une violence barbare que ces divers gangs opérant au Bel-Air. Ce n'est pas pour autant faire l'apologie de Chérizier.

Le rapport du RNDDH laisse entendre que les autorités ministérielles ont pu sans problème établir des rapports avec les gangs de Bel-Air pour les amener à se mettre à la disposition du ministre de l'Intérieur Pierre Josué Agénor Cadet. Par contre "il avait été reproché alors au secrétaire d'État à la Sécurité publique, Léon Ronsard Saint-Cyr, d'avoir engagé le chef de gang Jimmy Chérizier [...] à qui on avait promis une forte somme d'argent dont une partie avait été versée en liquide assortie de plusieurs motocyclettes. Façon de discréditer Barbecue. J'avais simplement relevé l'insignifiance, l'indignité, la mesquinerie du RNDDH ce qui n'était nullement une façon de ma part de " *kanpe Djimi Cherizye an gwo plan*".

Dans ledit rapport, il y a même une "PRÉSENTATION DE JIMMY CHERIZIER ALIAS BARBECUE dont le nom revient 49 fois alors que ne sont même pas cités les noms des chefs des **DIVERS** gangs de Bel-Air. Bizarre quand même. Il y a là un parti pris qui veut désigner Chérisier à la vindicte populaire. C'est pareil au rapport élaboré par le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, qui indexait, nommément, seulement Jimmy Cherizier dans les événements des 4, 5 et 6 novembre 2019.

Le RNDDH a jugé « inadmissible que, malgré les dénonciations relatives à l'implication de Jimmy CHERIZIER, alias Barbecue dans différents massacres, à date (sic), il n'a jamais été interpellé pas plus qu'il n'ait fait l'objet de poursuites judiciaires". J'ai alors opiné : "**Sans prétendre défendre Chérizier**, a-t-il jamais été le seul bandit au service de qui l'on sait ?"

Plus loin, j'ai écrit : "Jimmy Chérizier peut bien avoir pas mal de *malfratudes* sur la conscience, mais le RNDDH ne peut lui faire porter, principalement, pratiquement seul, le poids des graves et multiples *krazebrize* des gangs, sans oublier la responsabilité directe ou indirecte de toutes les personnalités de la classe politique haïtienne et du secteur privé des affaires [...] et dont Pierre Espérance n'est pas disposé à citer les noms, parce qu'il tient à ménager ses arrières".

Je me méfie du directeur du RNDDH depuis que son ancienne *asòs* Marie Yolaine Gilles en 2007 lui avait claqué la porte au nez parce que, entre autres choses « Monsieur le Directeur Exécutif, vous êtes plus que parjure en acceptant de plonger dans la boue immonde de la corruption que vous êtes censé dénoncer et combattre ». Que doit défendre Espérance en faisant de Chérisier une cible de choix pour ceux-là qui à juste titre veulent en découdre avec les gangs ?

Alors que le RNDDHD veut faire de Chérisier, l'incarnation du mal, d'aucuns voient en lui un brave à la tête d'un embryon de "force révolutionnaire armée". Chérisier lui-même tient un discours aux accents nationalistes et révolutionnaires. Je ne peux assurément pas me fier à des déclarations. Ainsi, j'en connais un en qui j'avais mis toutes mes complaisances. *Charlemagnepéraltement*, il fustigeait à tour de bras le capitalisme qu'il disait être, avec raison, un péché mortel. Victime des pions de ce capitalisme, il a été forcé à vivre en exil. Il n'en est pas moins retourné au pays, triomphalement, dans les fourgons de l'armée américaine. L'on sait la suite.

S'exhiber dans les rues avec des armes *à fendre le foie* (et le cœur), en faisant d'intempestives déclarations révolutionnaires à la barbe de la méchante Madame La Lime et de la non moins dangereuse Michele Sison qui ne disent mot, n'est-ce pas étrange ? Il faut bien se demander d'où provient cet arsenal d'armes et de munitions. Sans doute pas de Cuba ou du Venezuela...

Pour mémoire, je rappellerai que Fidel et son équipe de jeunes ne s'étaient pas contentés d'arpenter les rues de La Havane, brandissant leurs armes. Ils avaient bien tenté de prendre la caserne Moncada. Et le Che pour sa part disait que "le devoir de tout révolutionnaire est de faire la révolution". On verra bien avec Chérisier.

C'était une simple mise au point sans intention polémique aucune.

15 septembre 2021

Pierre Jean Dieubon : Atelye sou Teknik desen ak plim

J. Fatal Pya

Jou ki te samdi onz dawout la animatè kiltirèl, bòs pent jounalis Pierre Jean Dieubon te dirije yon atelye. Se te sitou sou teknik ak ki fason jèn yo kapab fè desen ak tout kalte plim. E desen sa a yo n ka fè yo sou divès kalte papye. Sa vle di sipò papye. Se anviwon yon kenzèn jèn fi ak gason kite pran pa nan aktivite sila a.

Se te nan Sant Kiltirèl Manno Chalmay ki tabli kò l nan komin Kafou pou pi presi nan tò douz atelye teknik desen ak tout kalte plim sou tout kalte papye atelye sa a te fèt. Nan finisman bèl aktivite sa a animatè te enstale kèk nan travay yo epi tande enpresyon kèk jèn sou inisyativ sa a.

Daprè patisipan an yo yon aktivite ki enteresan konsa ta dwe fèt chak samedi. Se pi bèl fason pou ankouraje sa k rele sans kreyativite lakay yo. Aprè tout bèl pawoli sila a yo responsab animasyon sant lan te di tout mèsi ak yon bèt kout orewa.« Se nan lide pou kreye plis aktivite pou jèn yo epi mete yo pi pre avni yo pou yo ka bati yon lòt sosyete san dechè ». Se konsa animatè a Pierre Jean Dieubon te pale ak nou.

Pierre Jean Dieubon kò anpil nan nou konnen sa deéja gen tan fè anpil chimen nan domèn kiltirèl la.





Li gen lontan l ap feraye kòm yon bon jan travayè kiltirèl. Anplis aktivite fè penti, li se yon jounalis. Gen lontan depi l ap milite nan domèn atistik. Nou ka di gen piplis pase 30 lane konsa depi l ap mache nan chimen lakilti a.

Pandan yon bon bout tan li te kòdonatè kiltirèl Tele Nasyonal. Dapre sa Dieubon di n, direktè Lwijan Boje ki konprann televizyon an se savann tatawèl li yo te mouri kite pou li te mete l deyò ak tout rad Travay li. Vye jès sa a Dieubon viktim nan se paske li te gen lentansyon pou l te bay televizyon Leta a yon liy atistik paske l estime se wòl li kòm medya Sèvis Piblik. Men pòdyab Dieubon kase bouch li! Misye te konprann se po !

Fèt Kwadèmisyon


Legliz Kwadèmisyon an (Sent Kwa)

Elysée Luckner Vil

Kwadèmisyon se yon seksyon ki chita nan zòn Nò Pòtoprens ki gen yon sipèfisi 24 km2 ki pran nesans nan dat 14 Me 2002 sou rejim lavalas ansyen prezidan Jean Bertrand Aristide ki ta pral deklare nan yon arete Taba komin epi Kwadèmisyon seksyon kominal.

13 sektanm se fèt Sent Kwa nan seksyon kominal Kwadèmisyon ki chita nan komin Taba malgre kokenn ensekirite k ap ravaje zòn plèn Dikildesak la ak bandi ki pote non 400 mawozo yo, sa pat anpeche anpil pèleren te potekole ak Fondasyon tizanmi pou te rann fèt la reyalizab ane sa a aprè 2 lane silans.

Jou ki te samdi 11 sektanm 2021 an, nan kad fèt Kwadèmisyon an jounal Ayiti Libète te vizite seksyon kominal sa a. Jou sa a ki te genyen yon kokennchenn fwa Fondasyon ti zanmi te òganize nan okazyon fèt Sent Kwa a.

Anndan seksyon kominal sa gen Fondasyon ti zanmi ki gen 3 lane depi li egziste, se yon fondasyon ki konpoze ak jèn fanm epi jèn gason k ap travay ak kominote Kwadèmisyon an pou wè ki kontribisyon yo kab pote nan kesyon edikasyon, lasante, lojman ak kiltirèl. Dirijan yo nan fondasyon an konn fasilite jèn fi ak jèn gason ki pa gen posiblite yo nan seksyon kominal la jwenn kèk bous pou al lekòl gratis.

Youn nan responsab fondasyon an Antoine Pierre te fè Ayiti Libète konnen : absans leta anndan komin nan grav anpil, popilasyon an pa jwenn okenn asistans nan men enstans Leta a, yo pa janm reponn ak okenn èd Sant lan ta mande yo.

Reprezantan fondasyon an te bay garanti ak tout pèleren ki te vin patisipe nan twa (3) jounen fwa ak nan fèt Sent Kwa tout bagay ap pase byen san kè sote. Li fè konnen tou, yomenm ak popilasyon Kwadèmisyon an pral fè tout yo kapab pou kenbe popilasyon an sou sekirite pou okenn move zak pa fèt nan zòn nan ankò.

11 septanm: masak nan Senjan Bosko ak Sasinay Antoine Izmery!

De gwo evènman nan peyi nou Ayiti ki pase 11 septanm nou pa dwe janm bliye. Se masak nan legliz Senjan Bosko nan lane 1988, sou gouvènman KNGpran an epi sasinay Antoine Izméry sou yon lòt gouvènman tranzisyon sou koudeta jeneral Raoul Cedras la 30 septanm1991.

Nan masak Senjan Bosko a, yo di te gen 20 moun ki mouri ak 80 moun blese aprè kriminèl sou lòd majistra Pòtoprens Franck Romain. Yo te boule legliz la (ki te pawas Jean-Bertrand Aristide).

Senkan aprè, pandan yon lanmès nan jounen 11 septembre 1993 pou mande jistis pou viktim masak Sen Jan Bosko yo, 3 atache antre anndan Legliz Sakrekè a pran Antoine Izméry, soti nan lari ak li devan tout moun politik yo nan mès la. Yo youn pa leve kanpe soti ak li, yo abandone l pou kont li nan men bandi politik yo ki touye l lapoula devan Legliz la. Epi moun yo sot deyò aprè pou vin kriye lanmò Izmery.


Legliz Senjan Bosko


Sasinay Antoine Izmery!

Viktim 11 septanm sa yo poko janm jwenn jistis. Masak Senjan Bosko, Sasinay Antoine Izméry dwe jwenn jistis ak tout frè l la Georges Izmery yo te sasinen tou nan dat 26 mai 1993.

Koridò Pòtoprens

Istwa koridò Pòtoprens
Hm se pa ti koze k mens
W jwenn koridò mwens
Genyen k piplis ke mwens
Gen kwense kou dan pens

Marengwen mouch fatra aa
Koridò se barikad kowona
Koridò nan nannan boulva
Se pa ti koze konsa konsa
W pap ka konpran li konsa
W pap konprann fasil konsa

Koridò w wè la a hm se sa
Genyen se gwo laboratwa
Pou w etidye trip sosyete a

Tande se youn koridò se de
Lè koridò konn dedouble vre
Gen koridò long kou malè lagè
Koridò konn etwat kou ti sachè
Koridò konn kalfou gwo malè
Koridò se pepinyè flonn mizè
Lè dife pete nan koridò se lanfè
L fè kokobe kouri ak pye l anlè

Koridò se baz tout kalib vye bèt
Koridò se faktori tout krèy rakèt
W jwenn ribanbèl krèy kolibèt
Li minwi nèf w al kay Elizabèt
Blakawout nan je tout krikèt
Minwi dis w fè hit sou entènèt
Watsap menm tout gwoup nèt

Koridò se simityè pòv malere
Koridò ti pil gwo pil melanje
Koridò gwo pil makòn antòtye
Rèv Koridò nan zen konn neye
Lang Koridò konn marinen koze

Koridò baz pate kòde ak ze
Aleken awoze kouvri ak sache
Bann apye sele bride elatriye
Baz asowosi lyann byen bande
Baz krèy fanm choute a de pye
Baz zèpòl kòde kleng akimafe
Koridò hmmm tande ak wè vre
N ta konseye n al gade ak 2 je

J. Fatal Pya

PM Ariel et une branche de l'opposition s'accordent sur un gouvernement d'union !


Le Premier ministre Ariel Henry signant son accord avec une branche de l'opposition

Par María Clara Calle Aguirre

Le travail de 33 électeurs sera de rédiger une nouvelle constitution que les Haïtiens devront approuver. S'il est approuvé, le pays se présentera aux élections présidentielles et législatives au plus tard en 2022. Et pendant ce temps, un gouvernement d'union dirigera l'exécutif.

Haïti est sans parlement actif depuis plus d'un an et demi et sans président depuis près de deux mois. Et c'est exactement ce que le nouvel accord entre le Premier ministre Ariel Henry et les partis d'opposition haïtiens cherche à atténuer. Ce samedi 11 septembre, ils ont convenu de créer une assemblée qui rédigera la nouvelle Constitution et l'émergence d'un gouvernement transitoire. Tout sera le prélude à des élections maintes fois reportées.

La première mesure avant d'aller aux urnes est la nouvelle assemblée constituante, qui sera composée de 33 personnes nommées par diverses institutions et organisations de la société civile, comme les groupes féministes et les personnes handicapées.

Ils auront trois mois pour rédiger une proposition de constitution et, pour cela, ils prendront en compte l'avant-projet de Constitution qui a été présenté cette semaine par la commission d'experts nommée par le Président Jovenel Moïse, avant qu'il ne soit assassiné.

Et c'est que l'ancien président a tenté de réformer la constitution et a même convoqué un référendum constitutionnel à deux reprises, en avril et juin 2021. Mais les deux dates ont été reportées en raison de la pandémie de Covid-19. Moïse a prévu un troisième référendum pour le 26 septembre et ce même jour, les Haïtiens voteraient pour un nouveau président et des parlementaires. Mais les plans ont encore changé, après qu'un convoi de mercenaires colombiens et étrangers a assassiné Moïse dans sa propre maison le 7 juillet.

Or, en Haïti, une quatrième tentative d'endossement a été appelée, puisque le projet final de la Constitution que la nouvelle assemblée élabore sera soumis au vote des Haïtiens et, s'il est approuvé et promulgué, les élections se tiendront « non plus tard fin 2022 », selon l'accord qu'ils ont conclu ce samedi. L'autre délai fixé par le pacte est que les autorités élues prennent leurs fonctions début 2023.



La ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, Marie Lucie Joseph (à gauche), le ministre des Affaires étrangères et des Cultes, Claude Joseph (2 à gauche), le Premier ministre Ariel Henry (c.), Le ministre de la Justice et de la Sécurité publique, Rockefeller Vincent (2 à droite) et le ministre de l'Environnement James Cadet (à droite) posent lors d'une cérémonie à La Primature à Port-au-Prince, Haïti, le 20 juillet 2021. - La cérémonie a lieu alors que le Premier ministre désigné Ariel Henry s'apprêtait à remplacer Le Premier ministre par intérim Claude Joseph, suite à l'attaque du 7 juillet contre la maison privée de Moïse. AFP - VALERIE BAERISWYL

Et en attendant, qui gouverne en Haïti ?

Le Premier ministre et les partis d'opposition ont convenu que, pendant la rédaction de la constitution et les élections présidentielles et législatives, ils formeront un nouveau gouvernement dirigé par Henry. Le pacte précise que l'Exécutif qui émergera sera « essentiellement non partisan » et sera composé de personnalités choisies en fonction de leur « notoriété ».

Bien qu'on ne sache toujours pas avec certitude qui seront les responsables, ce sont des informations qui devront bientôt être arrêtées puisque le nouveau gouvernement prendra ses fonctions dans un délai maximum de huit jours à partir de ce samedi, selon le texte de l'accord.

Une autre caractéristique est que cet Exécutif sera transitoire, puisqu'il ne conservera le pouvoir que jusqu'à la tenue des élections, au cours desquelles les Haïtiens voteront pour un nouveau président pour remplacer le poste que Moïse a quitté de force et pour un nouveau Parlement. Cela réactivera les opérations du Législatif qui ont été suspendues depuis janvier 2020.

À cette date, Moïse a mis fin au mandat de la Chambre des députés arguant que les législateurs ne pouvaient s'entendre sur une formule pour convoquer les élections législatives et présidentielles de novembre 2019, comme il se doit. Et pour cette raison, le président de l'époque a retiré le Parlement des opérations et a commencé à gouverner par décret.

Mais le 7 février 2021, le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire d'Haïti (CSPJ) a fait presque de même avec Moïse et, par une résolution, a déterminé que son mandat présidentiel était déjà terminé faute d'élections. Mais Moïse s'est accroché à son poste affirmant qu'il lui restait encore un an sur les cinq qui ont les mandats présidentiels, puisqu'il avait assumé la Présidence d'Haïti le 7 février 2017.

Alors qu'il parlait d'une tentative de coup d'État, l'opposition a allégué une nouvelle action dictatoriale de Moïse pour se maintenir au pouvoir. Et ainsi, au milieu des divisions politiques qui ont accru les protestations sociales contre le président, le cours d'Haïti s'est poursuivi, jusqu'à ce que le président soit assassiné.

Depuis lors, le pays caribéen s'est retrouvé sans chef de l'exécutif et a continué sans Parlement actif, deux situations auxquelles le nouvel accord entre le Premier ministre et l'opposition vise à remédier.

Résumé latino-américain 11 septembre 2021

Qui peut comprendre Haïti !



Le Premier ministre Dr Ariel Henry dont le nom est officiellement associé à un présumé assassin recherché par la justice

Haïti est sans doute le seul pays au monde où un Premier ministre en fonction dont le nom est officiellement associé à un présumé assassin recherché par la justice pour le meurtre d'un Président de la République continue de conduire les affaires de l'Etat comme si de rien n'était. Pas de démission pour laver son honneur, se défendre ou se mettre à la disposition de la justice. Ni même se mettre en congé le temps que l'instruction conclut à un non-lieu ou une mise en examen (inculpé). Mieux, c'est le moment choisi par certains chefs politiques de l'opposition pour se précipiter à sa résidence officielle pour signer un « Accord » politique et de partage de responsabilité gouvernementale. Le pire, cela ne semble choquer personne. En tout cas, ni le concerné ni les élites politiques et intellectuelles. Et pour cause. La société haïtienne, particulièrement ses élites, contribue à cet état de fait. Sans gêne. Sans principe. Sans éthique. Sans vergogne. Et l'on parle de changement de société, de nouvelle donne politique et de nouveau paradigme !

En vérité, comprendre Haïti sur le plan politique relève de la mission impossible. Les sociologues d'hier ont beau mené des études récurrentes, des recherches et autres écrits avec l'espoir de comprendre le fonctionnement et l'évolution de ce pays, le résultat s'est révélé vain malgré les conclusions plus ou moins approximatives. Leurs collègues d'aujourd'hui, en dépit de nouvelles connaissances, de thèses et d'énormes études en matière de sociologie et des données nouvelles cumulées depuis de nombreuses années dans le domaine politique, ne sont pas moins à la traîne en ce qui concerne une approche réaliste et convaincante sur ce pays impossible à comprendre. Rien, absolument rien ne se fait comme ailleurs. La complexité de la société haïtienne et surtout l'illisibilité de la classe politique y compris de la Société civile de ce pays rendent quasi nulle toute analyse qu'on pourrait qualifier de sérieuse voire scientifique dans la mesure où les élites haïtiennes n'ont aucune vision de ce qu'elles veulent pour leur pays.

De fait, toute tentative pour trouver une explication rationnelle à leur comportement et leur raisonnement bute sur une montagne infranchissable. D'où les difficultés qui s'imposent à toute personne, groupe ou Communauté scientifique cherchant à comprendre les causes de l'échec d'Haïti depuis sa création en tant qu'Etat souverain. Tout ce qui paraît simple, ouvert, abordable, réaliste, bref, compréhensible pour n'importe quel pays du monde, en Haïti cela se traduit par une cascade de difficultés rendant tout insurmontable, irréalisable, irréaliste, en un mot impossible. En Haïti, le mot paradoxe prend tout son sens, puisque les élites s'accordent sur un point : faire échec à toute avancée politique et socioéconomique du pays et ce, par tous les moyens. Depuis le 19e siècle, cette politique du pire s'était déjà manifestée lorsque la classe politique et économique avait mis en place une sorte de politique d'apartheid global excluant la quasi-totalité de la population des richesses du nouvel Etat ou de la Nation en gestation.

Prenant le pas et influençant dès le départ la politique à conduire, la société haïtienne évolue malgré elle sous l'emprise de cette politique exclusiviste dont aujourd'hui encore toute la République en paie le prix. L'influence de cette classe de nantis minoritaires sur l'ensemble des élites politiques et sociales fait que le pays se résoud à vivre dans un système qui l'empêche de sortir du sous-développement endémique dans lequel il a pris naissance quoique riche du temps de la colonisation française. Tout est anormal en Haïti par le fait que le système mis en place au lendemain de l'indépendance, plus exactement après 1806 suite à l'assassinat du Père Fondateur par cette minorité, demeure la pierre angulaire, la clé de voute du fonctionnement de la classe politique. Jamais les politiques n'ont pu se défaire de l'emprise des oligarques économiques qui, finalement, même en faisant semblant de s'écarter de la gestion effective du pouvoir, demeurent les vrais décideurs de la politique du pays.

Le vrai paradoxe est que malgré que le secteur économique ou des affaires- en Haïti ils se confondent- ait l'ascendance sur les politiques, ce secteur refuse ou est incapable de définir une vraie politique économique capable de faire décoller l'économie haïtienne à l'instar de ses voisins de l'Amérique latine et des Caraïbes où ce sont les capitaux privés ou mixtes menés par des oligarques locaux qui enrichissent ou développent ces pays. Le pire en Haïti, non seulement cette minorité garde jalousement le monopole des richesses du pays entre leurs mains, mais elle n'entend point laisser la classe politique, en particulier, les acteurs politiques avoir les mains libres ou s'émanciper quitte à rester dans leur domaine qu'est l'action politique ou la gestion des affaires publiques. Le comportement de cette caste sociale minoritaire tout au cours du 20e siècle et au début du 21e siècle haïtien est la preuve d'un sentiment antinational dont le seul but semble de réduire le peuple haïtien en une sorte d'esclavage moderne où seuls les coups de fouets ont disparu et encore.

En finançant de manière délibérée et à dessein deux catégories distinctes : les gangs armés et les politiciens incompétents et véreux afin de rendre le pays d'une part invivable et d'autre part ingouvernable, le secteur économique et des affaires ne fait que poursuivre sa politique destructrice vis-à-vis du pays. Il n'est un secret pour personne qu'une grande partie des chefs de gangs et de bandes armées en Haïti sont financés ou rémunérés par certains grands groupes d'affaires pour deux raisons principales. D'abord, pour protéger leurs affaires (entreprises) et ceci dans le but d'être toujours les seuls maitres de ces secteurs ou à occuper la place en retirant tout espoir à autrui de venir tenter sa chance dans le domaine économique. Demeurant leur chasse-gardée, le commerce, la banque, les petites et moyennes industries leur permettent de tenir le système dans l'état juste pour pouvoir rester au sommet de la hiérarchie sociale en Haïti. Ensuite, ce sont ces mêmes oligarques antinationaux, antipatriotes, à travers leurs propres banques ou leurs propres sociétés économiques, qui financent la campagne électorale des politiciens en Haïti.

Au moment des élections, ils ne font aucune distinction entre majorité et minorité. Grands et petits candidats. Bons et mauvais candidats. L'essentiel, il faut qu'ils aient le contrôle de ces futurs élus. De tous les temps et à chaque période, c'est le secteur économique et des affaires qui parraine économiquement parlant les candidats. Ils vont tout faire pour les avoir aux commandes de l'Etat et à tous les échelons des institutions publiques. Même l'élection du Dr François Duvalier eut à bénéficier du financement de la bourgeoisie économique haïtienne en 1957. Bien qu'après, Papa Doc a dû se débarrasser de quelques-uns, les plus gourmands afin d'asseoir son pouvoir autocratique et dictatorial tout en tolérant tout de même ceux qui étaient les plus généreux lors de ces joutes électorales. Avant et après Duvalier, les choses n'ont guère évolué. Et l'on dirait même que cette dépendance du monde politique au secteur économique et des affaires en Haïti le devient davantage au tournant des années 90.

Craignant l'arrivée massive des riches de la diaspora qui auraient bien pu se passer de leur argent (Shango) comme le millionnaire Dumarsais Siméus, ces oligarques ont vite fait de verrouiller le terrain en semant des obstacles insurmontables et des pièges insoupçonnés pour les gens de la diaspora ne connaissant avec qui ils ont affaire. Dumarsais Siméus qui a fait fortune au Texas, aux USA en est le parfait exemple. Le conglomérat d'affaires et économique de Port-au-Prince a vite fait de le dégoûter et le décourager. Cet enfant du pays, millionnaire originaire de l'Artibonite, aurait pu laisser sa vie s'il voulait persister à vouloir devenir Président d'Haïti avec la conviction de changer les choses. En finançant la campagne de tous les Présidents d'Haïti, des élus au Parlement, et même en favorisant l'arrivée de leurs partisans à la tête des institutions clés de la République, la justice par exemple, les oligarques savent comment verrouiller le système qu'ils ont mis des décennies, voire plus de deux siècles, à façonner afin d'assouvir leur domination. Malheur à ceux : sénateurs, députés, chef d'Etat, grands avocats ou grands magistrats qui pensent s'en échapper. Cinq chefs de l'Etat l'ont payé de leur vie. Le dernier en date, Jovenel Moïse.

Celui-ci pensait qu'il était plus malin que ses prédécesseurs. Il voulait même s'identifier à un modèle : François Duvalier. Avec son discours de Port-de-Paix quelques semaines avant son assassinat en disant qu'il devient une épine dans la gorge des oligarques. En effet, bénéficiant comme tous les autres prétendants à la magistrature suprême du pays du financement de ce secteur, le Président imaginait qu'avec seulement le soutien d'une partie de la population il pourrait au moins terminer son quinquennat à défaut de se proclamer Président à vie de la République et instaurer une vraie dictature à l'image de ses prédécesseurs qui ont su déjouer les visées subversives de ses créanciers. Il s'est lourdement trompé. Et ce meurtre politique a mis à jour ce paradoxe haïtien dont nous parlons souvent. Fomentateurs de crises politiques et institutionnelles dans le pays, ils savent aussi, avec leur argent, les résoudre au moment opportun.

Durant toute la présidence de Jovenel Moïse, l'on se souvient, certaines formations politiques, pour la plupart financées par ces oligarques, ne souhaitaient pour rien au monde s'asseoir ni avec le chef de l'Etat ni même avec ses représentants. Si certains modérés, quelques indépendants, voulaient sauver les meubles en manifestant leur désir de trouver un accord avec le pouvoir, ils étaient vite traités de collabos à la solde de la Communauté internationale. Aucun compromis n'était possible avec le régime PHTK voire même accepter d'être le Premier ministre de Jovenel Moïse encore moins devenir ministre du régime. A part de rares, très rares leaders des oppositions comme Simon Dieuseul Desras ou encore Evalière Beauplan, personne ne reconnaissait être en pourparlers avec le Président de la République. Aucun des chefs de gouvernement nommé par le chef de l'Etat n'avait légitimité constitutionnelle ou de qualité pour être accepté ou reconnu par les radicaux. La consigne c'était : le pouvoir, tout le pouvoir dans la mesure où Jovenel Moïse n'était plus, selon eux, qu'un Président de facto. Puisque, disaient-ils, son mandat avait pris fin depuis le 7 février 2021.

Un « Président » de Transition avait même été désigné de manière rocambolesque en février 2021 par le SDP (Secteur Démocratique et Populaire) de Me. André Michel, Nènèl Cassy et Marjorie Michel, l'organisation politique, fer de lance de l'opposition plurielle. Dans l'ambiance politique tendue entre le pouvoir et les oppositions dans la soi-disant recherche de solution à la crise, chacun annonçait « avoir trouvé un accord » et apportait sa solution. Dans la foulée et dans un ultime sursaut politique, le Président Jovenel Moïse nomme une semaine avant son assassinat, Dr Ariel Henry, Premier ministre dans le cadre, disait-il, d'un accord qu'il aurait trouvé avec une frange de l'opposition en vue de la formation d'un gouvernement d'ouverture et inclusif. Sitôt la nouvelle connue, presque tous les partis politiques, le SDP en tête, montaient au créneau pour dénoncer cette énième tentative du Président de facto de créer la diversion selon certains. Personne n'entendait collaborer ou travailler avec Ariel Henry qui serait un Premier ministre de facto nommé par un ancien Président de la République, disait surtout Me André Michel, aujourd'hui quasiment le porte-parole d'Ariel Henry.

Le Secteur Démocratique et Populaire et quelques autres considéraient Ariel Henry comme un Premier ministre PHTK et membre du parti politique INITE proche, selon eux, du régime en place. Bref, Ariel Henry n'était pas le bienvenu pour une grande partie de l'opposition plurielle. Sauf que, trois jours avant l'installation officielle du Premier ministre de facto, Jovenel Moïse a été criblé de balles sur son lit dans sa résidence à Pèlerin 5 dans la nuit du 6 juillet 2021. Cet assassinat va apporter un éclairage nouveau sur le comportement, la conviction et l'éthique politique de ces politiciens manipulés jusqu'à l'os par l'oligarchie socioéconomique quand certains d'entre eux ne sont pas des acteurs politiques à part entière. Comme on l'a vu avec l'activisme de Réginald Boulos avec son parti MTVAYITI auprès du Premier ministre Ariel Henry. Dr Emile Herald Charles qui représente cet homme d'affaires et chef du parti dans les différentes rencontres avec Ariel Henry confirme le soutien de Réginald Boulos aux démarches du Premier ministre nommé par Jovenel Moïse dont le nom est lié à l'un des présumés assassins recherché par la justice.

« Après plus de deux ans d'efforts à la recherche de cette solution pacifique à cette crise qui a déjà trop duré, à ce carrefour important de notre histoire, il est indispensable d'éviter les erreurs du passé, notamment celles des trois dernières années. Fort de ces expériences, le MTVAyiti croit fermement que la démarche unitaire est celle qui se révèle le plus pragmatique et qui soit capable de nous conduire à la conclusion d'un véritable accord historique. Il est nécessaire de trouver aujourd'hui entre les propositions soumises par les uns et les autres un consensus large et inclusif qui jouit du soutien de la population à l'échelle nationale » avance Emile Herald Charles parlant au nom de MTVAyiti. Dans la guerre des chefs et des égos pour assurer la succession du Président de la République, l'opposition a tout le mal du monde à trouver un consensus afin de s'entendre sur un Accord politique en vue de remplacer Jovenel Moïse.

Quant à Ariel Henry qui a écarté Claude Joseph de la tête du gouvernement a.i, il ouvre un cycle de négociation (hôtel Kinam) avec une autre frange des oppositions et certains partis du Protocole d'Entente Nationale afin, dit-il, de trouver un Accord politique dans le but de former un nouveau cabinet ministériel pour conduire la Transition jusqu'aux prochaines élections. En somme, rien de nouveau dans le vocabulaire du pouvoir. Sauf que le Premier ministre parle lui aussi d'assurer la transition post-Jovenel. Mais, il existe une différence de taille entre les deux, trois, voire les quatre entités dans ce marché des dupes dans la mesure où il y a la Société civile dénommée Nap mache pou lavi « Accord de Montana » qui travaille elle aussi de son côté sur un autre projet d'Accord politique concurrent dénommé : Conseil National de Transition (CNT) qu'elle veut soumettre aux deux autres : Ariel Henry et les partisans de Joseph Lambert avec ce qu'ils appellent : Protocole d'Entente Nationale (PEN). La différence en question est que Ariel Henry tient comme la prunelle de ses yeux à garder la main sur l'ensemble de l'appareil d'Etat, c'est-à-dire, qu'il veut rester le seul chef du pouvoir exécutif.



Le Secteur Démocratique Populaire

Or, tous les autres projets optent et s'accrochent à un pouvoir exécutif bicéphale. C'est de bonne guerre. Mais, là où l'affaire devient bizarre, curieuse et même soupçonnée c'est quand on voit les dirigeants dudit Secteur Démocratique et Populaire (SDP) de Me. André Michel se faire l'avocat du Premier ministre Ariel Henry sur cette position d'exécutif monocéphale en disant que la conjoncture n'est pas propice à la désignation ou à la nomination d'un Président provisoire de la République. « Nous sommes en pourparlers avec le Dr Ariel Henry. Il a proposé un accord. Nous avons remarqué que l'ensemble des revendications de la population est inscrit dans ce document. Le Dr Ariel Henry était toujours en pourparlers avec nous. Il nous avait déjà invités à participer à son gouvernement avant l'assassinat de Jovenel Moïse. Nous lui avions dit non parce que Jovenel Moïse avait franchi la ligne rouge. Aujourd'hui, il n'y a aucune provision constitutionnelle permettant de sortir de la crise. Seul un accord politique peut le faire » a déclaré l'ancien sénateur Nènèl Cassy au nom du SDP.

Le Paradoxe c'est que non seulement le SDP disposait déjà d'un soi-disant « Président » de la Transition en la personne du Me. Joseph Mécène Jean-Louis, mais ce groupe qualifié par plus d'un de radical était, en tout cas en public, l'un des plus farouches opposants à la nomination du Dr Ariel Henry comme Premier ministre par Jovenel Moïse. En plus,

suite à la page(16)

The International Community Can and Should Help End Haiti's Unnatural Disasters



Jean Delot/AFP

Destruction wrought in Aux Cayes by Haiti's Aug. 14, 2021 earthquake. The calamity was the predictable consequence "of centuries of policies by Haitian and international leaders that have limited the Haitian government's ability to provide basic services to its population."

by Brian Concannon

Each event in Haiti's crushing series of calamities over the past two months seems to have a different cause – the movement of tectonic plates, tropical weather patterns, and assassins' bullets. But the suffering those calamities have inflicted is not random. They are the predictable consequence of centuries of policies by Haitian and international leaders that have limited the Haitian government's ability to provide basic services to its population. The limited government capacity, in turn, generated an extreme vulnerability to any stress, whether natural, economic, or political.

Lethally Weak Governance

It is still early to evaluate the damage from the Aug. 14 earthquake and the Aug. 16 tropical storm, but it appears so far that inadequate preparations, unenforced building codes, the slow arrival of rescue and relief, and gangs cutting off aid routes – all related to government weakness – contributed significantly to the suffering and death toll.

We know that weak governance contributed to the damage in Haiti's 2010 earthquake. Most of those killed lived in neighborhoods perched on slopes so steep that construction codes – which were not enforced then either – prohibited building there. Their homes were built from cinderblocks or concrete, contrary to basic engineering standards. Residents knew their houses were unstable, but could not afford a safer place to live.

In 2016, Hurricane Matthew killed hundreds of Haitians when it struck the Tiburon Peninsula, the same area hit by this year's earthquake. The storm then hit Cuba with almost the exact same winds and rain, but no one died there.

President Jovenel Moïse's assassination at his house on Jul. 7 was facilitated by a government so dismantled by his Parti Haitienne Tet Kale (PHTK) party's corrupt rule that the few bodyguards who resisted the attack quickly ran out of bullets. The judicial inquiry into the killing has been hobbled by the political violence that Moïse and the PHTK cultivated – violence so widespread and systematic that a recent report categorized it as a crime against humanity. Death threats sent two clerks and a judge working on the case into hiding. A third clerk died under suspicious circumstances, and the investigating judge leading the pursuit quit the case for security reasons. Choosing a president to replace Moïse is complicated and delayed by his having allowed the terms of most members of Parliament to expire in 2020, and his naming an unconstitutional electoral council.

The International Community's Cultivation of Vulnerability

While decisions by Haitian leaders contributed to the country's extreme vulnerability, so did actions of the international community. In fact, Haiti's vulnerability has been carefully cultivated from abroad ever since Haiti emerged from a slave revolt in 1804 into a world run by slaveholding countries that felt threatened by the example of successful, self-emancipated Black people. For the first half century of Haiti's independence, the world powers refused to even recognize Haiti's sovereignty. Trade embargoes, export bans, and an illegal "independence debt" imposed by France to compensate its slave owners for their losses – including of the newly freed people – prevented Haiti's economic development.

More recently, the former slave-owning powers imposed a development assistance embargo on Haiti in 2000 because elected Haitian leaders resisted the powerful countries' economic policy prescriptions. When Haiti's President Jean-Bertrand Aristide persisted in refusing to bow to international dictates and demanded restitution of the debt from France and stolen territory from the United States, he was whisked away on a U.S. government plane to exile in the Central African Republic in 2004.

The international community then sent the United Nations Stabilization Mission in Haiti (MINUSTAH), the first UN peacekeeping mission to be deployed, without a peace agreement, to monitor the country. MINUSTAH stayed 13 years, spent over $7 billion, killed over 10,000 Haitians by introducing cholera, engaged in widespread sexual exploitation and abuse, and left the country with weaker democratic institutions than Haiti had before Aristide's ouster.

President Moïse was the handpicked successor of President Michel Martelly, a singer who came to power in 2011, after the U.S. government forced Haiti's electoral council to change the first round results to place him in the runoff. Martelly and Moïse, who came to power in 2017, ruled for almost 10 years, through massive corruption scandals and widespread protests, but never running a single election that was timely or fair. They nonetheless received the "persistent support of the U.S., Canada, Europe, and the United Nations, in large part because they complied with dictates from abroad.

A prominent example of President Moïse's bargain with the U.S. is his January 2019 recognition of Juan Guaido as President of Venezuela, which contradicted long-standing precedent, Haitian public opinion, and the position of the other members of the Caribbean Community, but advanced a key Trump administration objective. Payback arrived two years later on Feb. 7, 2021, which most Haitian experts, including the bar associations and judicial oversight agency, concluded was the end of President Moïse's term under Haiti's constitution. The Biden Administration weighed in and backed Moïse's insistence that he had another year in office, which allowed him to stay, until July.

Even the international response to disasters in Haiti has increased vulnerability to future disasters. Volunteer foreign doctors who responded to the 2010 earthquake displaced Haitian professionals, leading medical practices to close and doctors to emigrate, ultimately decreasing Haitian capacity. A reliance on food donated from abroad instead of local sourcing put Haitian farmers out of business.

Sex abuse by aid workers affiliated with some of the world's most well-known humanitarian organisations compounded the harm facing earthquake survivors.

Supporting a Sustainable, Just, and Haitian-led Response

As soon as the earth stopped shaking on Aug. 14, Haitians started advocating for a more effective, Haitian-led response that respects basic human rights. One of these efforts, the Pledge for New Minimum Standards for Haiti, calls on anyone operating in Haiti to promise to build accountability, transparency, capacity-building, and long-term resilience into aid programming.

Haitians have also insisted that the international community stop propping up the PHTK party, which still controls the government. They see deeply flawed but internationally-supported elections, and an illegal

constitutional referendum scheduled for November as an effort to maintain PHTK power despite widespread opposition by voters. Haitian civil society leaders believe that if the powerful countries stopped propping up the PHTK, a consensus government could emerge that would create the conditions necessary for fair elections that will actually help move Haiti out of its serial crises.

The international community owes Haitians because they showed us what "liberty for all" meant in 1804, and because powerful countries have punished them ever since for doing so. We can start paying this debt right now, by implementing policies that reduce Haiti's vulnerability by strengthening its democracy and capacity to provide basic services. Haitians have suffered enough. The least we can do is to seize this moment's opportunity to let them have a brighter, less vulnerable future.

Brian Concannon is a human rights lawyer and founder and a board member of the U.S.-based Institute for Justice & Democracy in Haiti. He worked in Haiti from 1995-2004, as a UN human rights observer and a lawyer with the Bureau des Avocats Internationaux. This article was first published on the site of Australian Outlook.

Prosecutor Demands Charges Against PM Ariel Henry for Involvement in Moïse Murder

Head of Government Now Banned from Leaving Haiti

by Sam Borjaski and Kim Ives

Haiti's chief prosecutor has called for charges against Haitian Prime Minister and de facto leader Ariel Henry for his alleged role in the Jul. 7 assassination of President Jovenel Moïse.

Henry is now not allowed to leave Haiti following a travel ban order signed by Claude and addressed to Haiti's immigration director Joseph Cianciulli, which was leaked to social media on Sep. 14.

Henry "is prohibited from leaving by air, sea, and land the national territory for serious presumptions of assassination of the President of the Republic Mr. Jovenel Moise," says the document.

On Fri., Sep. 10, Prosecutor Bed-Ford Claude had invited Henry to an interview to question his connection to a major suspect in the assassination. The meeting was scheduled to take place on Tue., Sep. 14 at the Court of First Instance, usually used for preliminary questioning of suspects who have been arrested.

After Henry failed to show up at the hearing, the Associated Press reported Claude's request for charges.

"There are enough compromising elements … to prosecute Henry and ask for his outright indictment," Claude wrote.

Claude's summons was, in fact, somewhat irregular. On Aug. 20, a new Investigating Judge, Garry Orélien, was assigned to examine the case, and he normally would be the judge to summon and interview Henry, who technically is immune from such inquiries and prosecution. But Claude argued that due to the case's "extreme seriousness," he took it upon himself to enter into the investigation, which is in the "national interest."

Prime Minister Henry did not immediately make a public comment on the pending charges or his travel ban, but in a Tweet in French on Sat., Sep. 11, he did appear to dismiss Claude's summons as part of "diversionary maneuvers to sow confusion and prevent justice from doing its job serenely."

Claude sought to question Henry about predawn calls the prime minister made on Jul. 7 to Joseph Felix Badio, a former Justice Ministry official. More recently, Badio worked at Haiti's Corruption Fighting Unit (ULCC) but was fired in May for "unethical behavior" when suspected of passing classified information to ULCC investigation subjects. Colombian Intelligence investigators say



Valerie Baeriswyl/AFP

Prime Minister Ariel Henry at his Jul. 20 swearing-in. He called the prosecutor's summons to explain calls he made to a Moïse assassination suspect "diversionary."



Joseph Félix Badio, now a fugitive, is suspected of ordering the Colombian hit-squad to execute President Jovenel Moïse



Prosecutor Bed-Ford Claude has banned Ariel Henry from leaving Haiti

that Badio gave the order by telephone at about 1 a.m. to Colombian mercenaries to execute Moïse, whom they held at gunpoint, in his bedroom after they had described him over the phone as "tall, skinny, and black." Badio is a central suspect in the assassination and still at large.

Three hours after the killing, at 4:03 a.m. and 4:20 a.m. on Jul. 7, Henry made two calls totaling seven minutes to Badio, who was in the vicinity of the president's Pèlerin home above Pétionville at the time, according to the Digicel cell-phone company's geolocators.

Further incriminating circumstances are that Ariel Henry was spending that night at the Montana Hotel in Pétionville, rather than his home, and was unable to be found in the hours and days immediately following the assassination. Two days earlier, Moïse had nominated Henry to fill the prime minister role. Interim Prime Minister Claude Joseph led Haiti for almost two weeks following the assassination, and there was a brief power struggle between the two men when Henry eventually reemerged to lay claim to the post. The matter was finally decided by the "Core Group," the group of ambassadors allied to the U.S. Embassy, the shadow power in Haiti.

The Haitian police now have 44 suspects in custody over the assassination, including 18 Colombian former-soldiers-turned-mercenaries, four Haitian-Americans (including the Presidential Security Unit chief Jean Laguel Civil), and Haitian former law enforcement officials.

A shorter version of this article by Sam Borjaski was published by the Haitian Times on Sep. 14.

QU'EST-CE QUE LES ÉTATS-UNIS CHERCHENT À CACHER EN CONCOCTANT UN RAPPORT MENSONGER SUR LES ORIGINES DU NOUVEAU CORONAVIRUS ?

De l'ambassade de Chine en France

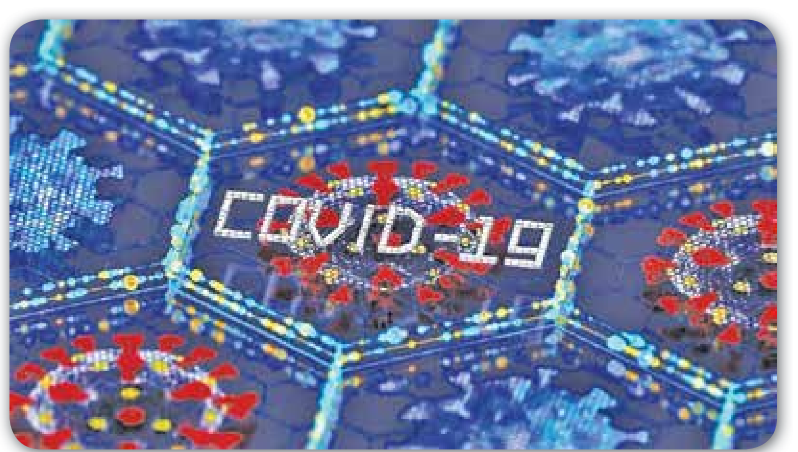
Le président américain Joe Biden avait ordonné aux services de renseignement américains de produire en 90 jours un rapport prouvant que le nouveau coronavirus viendrait d'un laboratoire chinois. Mais à sa grande déception, les services secrets américains, qui ont rendu public leur rapport il y a quelques jours, n'ont pas été en mesure de satisfaire la demande du président Joe Biden, car ils n'ont pas réussi à tirer une conclusion claire sur la question de savoir si le virus viendrait de la nature ou se serait échappé d'un laboratoire.

Bien sûr qu'ils ne pouvaient pas en tirer une conclusion claire ! Recourir aux services de renseignement pour étudier les origines de la COVID-19 revient à effectuer une opération chirurgicale avec un couteau de cuisine. C'est narguer la science et insulter l'intelligence de l'humanité. Le but des États-Unis n'est pas du tout de chercher la vérité scientifique, mais de calomnier la Chine de sorte à se défausser de leur responsabilité d'avoir échoué dans la lutte contre l'épidémie et d'avoir laissé le virus se propager dans le monde entier, au grand dam du peuple américain et de tous les peuples du monde.

La partie chinoise a déjà invité à deux reprises l'OMS à se rendre en Chine pour mener l'étude sur les origines du virus. L'étude a abouti à une conclusion selon laquelle la fuite du virus d'un laboratoire chinois est « extrêmement improbable ». Cette conclusion est largement reconnue par la communauté internationale et les milieux scientifiques. Bien entendu, le fait que l'hypothèse de la fuite d'un laboratoire chinois est « extrêmement improbable » ne signifie pas qu'il est « impossible » que le virus se soit échappé d'un laboratoire d'un autre pays. En effet, depuis l'éclatement de l'épidémie de la COVID-19, la presse internationale, en particulier la presse américaine, a révélé de plus en plus de points douteux autour de deux laboratoires américains : le laboratoire biologique de Fort Detrick de l'Armée américaine et le laboratoire dirigé par le Professeur Ralph Baric à l'Université de Caroline du Nord. Si nous voulons faire toute la lumière sur les origines du nouveau coronavirus, les États-Unis doivent ouvrir leurs portes et inviter l'OMS et les experts internationaux indépendants à enquêter sur ces deux laboratoires, parce que :

Ce sont des scientifiques américains qui maîtrisent la technologie avancée de modification de coronavirus.

Les instituts de recherche américains sont sans égales au monde dans les technologies d'édition génomique, de gain de fonctions et de création synthétique de coronavirus. Le professeur Ralph Baric de l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill est le premier à avoir synthétisé un coronavirus et il est surnommé « chasseur de coronavirus ». Son laboratoire figure parmi les plus importants centres de recherche du monde dans l'édition génomique et le gain de fonctions de gènes viraux. Selon la presse universitaire de l'Université de Caroline du Nord, en 1990, époque où les séquenceurs d'ADN et les technologies d'édition génomique n'avaient pas encore vu le jour, Ralph Baric avait déjà commencé à étudier la manipulation du génome de coronavirus, et en 2002, il est parvenu pour la première fois à la dissociation et la reconstitution de coronavirus. Selon un reportage de la revue américaine MIT Technology Review, la « technologie de génétique inverse » maîtrisée par Ralph Baric permet non seulement de cultiver un virus vivant avec des fragments génétiques de coronavirus, mais aussi de modifier les gènes des coronavirus pour en créer de nouveaux. Ralph Baric a déposé une demande de brevet pour cette technologie, qui a été approuvée en 2007. La référence du brevet est US7279327B2. Quant à la scientifique de l'Institut de virologie de Wuhan Shi Zhengli, stigmatisée par les médias occidentaux depuis longtemps, elle n'a fait que fournir à la demande de Ralph Baric des échantillons de coronavirus qu'elle avait collectés.



Un sondage mondial en ligne montre que la recherche des origines de la COVID-19 est politisée

C'était à un laboratoire de l'Université de Caroline du Nord où Ralph Baric travaillait que la manipulation de virus a été menée. Le résultat de cette étude a été publié dans la revue académique internationale Nature en 2015. La technologie de modification génétique de Ralph Baric est extrêmement controversée dans les milieux scientifiques, car elle a la capacité renforcer l'infectiosité et la pathogénicité des virus. D'après le professeur Francis Boyle de l'Université d'Illinois, l'un des rédacteurs de la loi américaine anti-terrorisme de 1989 sur les armes biochimiques, il s'agit au fond d'une recherche sur la guerre biologique.

Ce sont des instituts de recherche américains qui ont créé artificiellement des coronavirus à haut risque.

Ralph Baric entretient une coopération étroite de long terme tant avec l'Institut de recherche médicale sur les maladies infectieuses de l'Armée américaine (USAMRIID), un institut basé à Fort Detrick et spécialisé dans la recherche virologique, qu'avec l'Installation de recherches intégrées (IRF) rattachée à l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses (NIAID). Un grand nombre d'articles de recherche scientifique montrent que Ralph Baric a mené de nombreuses études sur les coronavirus en collaboration avec l'USAMRIID. Les « ressources » de coronavirus et la technologie de modification de virus dont Ralph Baric disposait ont été largement utilisées à Fort Detrick. Selon un article publié dans la revue scientifique Nature en 2018, un chercheur de Fort Detrick avait collaboré avec Ralph Baric pour infecter des singes avec le MERS-CoV génétiquement modifié. En décembre 2019, avant l'éclatement de l'épidémie de la COVID-19, Peter Daszak, président de l'EcoHealth Alliance, une ONG basée à New York, a admis dans une interview avec This Week in Virology que son alliance avait coopéré avec Ralph Baric et l'Université de Caroline du Nord pour modifier les coronavirus en laboratoire à l'aide de la technologie génétique, afin que les virus puissent conquérir les cellules humaines. Après avoir étudié plus de 100 espèces de virus similaires au SRAS-CoV, ils ont découvert que certains virus peuvent provoquer des maladies graves qui sont incurables et insensibles aux vaccins.

Ce sont les laboratoires américains qui ont connu de fréquents incidents de biosécurité.

L'USAMRIID et l'IRF du NIAID ont tous un très mauvais bilan en termes de sécurité de laboratoire. Les informations révélées par le journal américain The Frederick News-Post montrent que rien qu'en 2014, l'IRF a connu de nombreux incidents de sécurité, dont certains impliquaient directement des coronavirus à haut risque tels que le MERS-CoV. Il est de notoriété publique qu'à l'automne 2019, à la veille de l'éclatement de l'épidémie de la COVID-19, l'USAMRIID a eu un grave accident de sécurité et a été fermé pendant un certain temps à la demande du CDC des États-Unis. En juin 2020, ProPublica, un journal d'investigation basé à New York, a demandé de consulter les dossiers sur les incidents de sécurité du laboratoire de Ralph Baric auprès de l'Université de Caroline du Nord, des Instituts américains de la santé (NIH) et du CDC américain. Ces dossiers montrent que de janvier 2015 à juin 2020, l'Université de Caroline du Nord a signalé aux NIH 28 incidents de sécurité liés aux micro-organismes génétiquement modifiés. Six d'entre eux impliquaient des coronavirus dont le SRAS-CoV, le MERS-CoV et le SRAS-CoV-2, et beaucoup de virus ont été génétiquement modifiés. Au total, huit chercheurs ont probablement été infectés, mais seul un d'entre eux a été isolé. L'Université de Caroline du Nord, les NIH et le CDC américain ont tous refusé de fournir les rapports d'enquête sur les incidents susmentionnés, d'accepter des interviews et d'expliquer pourquoi les chercheurs concernés n'étaient pas isolés.

C'est aux États-Unis qu'ont été constatées des maladies infectieuses similaires avant l'apparition de l'épidémie de la COVID-19.

De nombreux médias ont rapporté qu'en juillet 2019, donc avant le signalement de l'apparition de la COVID-19 à Wuhan, une mystérieuse « pneumonie liée à la cigarette électronique (pneumonie associée au vapotage) » a éclaté dans le Wisconsin, avant de sévir dans de nombreux autres États américains. Toujours en juillet 2019, une maladie respiratoire de cause inconnue a éclaté en Virginie, et des cas de pneumonie inexpliquée ont aussi été signalés dans deux maisons de retraite près du laboratoire biologique de Fort Detrick dans le Maryland. Les patients présentaient des symptômes très similaires à ceux de la COVID-19. Des experts médicaux chinois ayant participé à la lutte contre l'épidémie à Wuhan, après avoir consulté 60 articles de recherche sur des cas de « pneumonie associée au vapotage » et étudié 250 images pulmonaires et les informations cliniques de 142 patients, ont découvert que 16 d'entre eux étaient plus susceptibles d'être des « cas suspects » de la COVID-19. Cinq de ces 16 patients, dont les informations sur les symptômes cliniques et les traitements sont relativement complètes, ont été identifiés comme « cas moyennement suspects ». 12 de ces 16 patients étaient tombés malades avant 2020. Un grand nombre de publications sur les réseaux sociaux américains au cours du premier semestre 2020 montrent qu'environ 200 personnes résidant aux États-Unis ou dans des pays ayant d'étroits liens avec les États-Unis ont fait savoir que, dès novembre 2019, elles-mêmes ou d'autres personnes avaient contracté une maladie suspectée d'origine du nouveau coronavirus. De plus, lors des Jeux mondiaux militaires de Wuhan en octobre 2019, cinq sportifs américains ont eu des symptômes de maladie infectieuse, comme de la fièvre et de la toux. Les États-Unis ont envoyé un avion militaire pour les rapatrier, mais n'ont jamais expliqué leur maladie au reste du monde. Par coïncidence, l'armée américaine, l'armée la plus puissante au monde, n'a remporté aucune médaille d'or lors de ces Jeux, et ne s'est classée qu'à la 35ème place sur le tableau des médailles. Cela ne donne-t-il pas à bien réfléchir ?

C'est l'administration américaine qui finance depuis longtemps la recherche sur la guerre biologique.

La recherche sur le gain de fonctions virales et la guerre biologique bénéficie depuis de longues années du soutien systématique de l'administration américaine. Les NIH ont beau annoncer en octobre 2014 la suspension du financement des recherches visant à renforcer le gain de fonctions des virus grippaux, du SRAS-CoV et du MERS-CoV, selon ProPublica, l'ordre des NIH n'a jamais été mis en application. En réalité, si les responsables des agences de financement concernées jugent qu'une recherche est nécessaire, ils peuvent demander une dérogation. En 2017, l'administration américaine a encore levé les restrictions sur ces recherches. Selon le site web de l'Université de Caroline du Nord, Ralph Baric a reçu plus de 6 millions de dollars de dons de la part du NIAID en 2017 pour développer un médicament traitant les coronavirus mortels. Selon les révélations du site web U.S. Right to Know, en janvier 2018, l'EcoHealth Alliance a versé à Ralph Baric une somme non divulguée. Le site web Independent Science News des États-Unis a rapporté que l'EcoHealth Alliance est pendant longtemps financée par le Département américain de la Défense et l'Agence américaine pour le Développement international pour les Recherches sur les Coronavirus. Elle a reçu au moins 103 millions de dollars, dont près de 40 millions de dollars provenant du Département de la Défense ont été intentionnellement dissimulés. Selon les révélations de certains médias en juin 2021, les États-Unis ont obtenu de l'Unité 731, une unité militaire de recherche bactériologique de l'Armée impériale japonaise qui avait envahi la Chine durant la Seconde Guerre mondiale, des données en matière d'expériences sur humains, d'expériences bactériennes, de guerre bactériologique et d'expériences sur les gaz toxiques, afin de mener des recherches sur les armes biologiques. En échange, les États-Unis ont exonéré les criminels de guerre de l'Unité 731 de leurs responsabilités de guerre. C'était grâce à cela que Fort Detrick s'était rapidement développé pour devenir une base de recherche et de développement d'armes biologiques. Les États-Unis ont même dissimulé au monde les crimes odieux de l'Unité 731 et de son responsable Shiro Ishii, et fait de Shiro Ishii un consultant en armes biologiques pour Fort Detrick.

Il y a quelques jours, le représentant permanent de la Chine à Genève l'ambassadeur Chen Xu a écrit au directeur général de l'OMS Tedros Adhnom Ghebryesus et lui a remis deux non-papiers : *Les points douteux autour de Fort Detrick et Les recherches sur les coronavirus conduites par l'équipe de Ralph Baric à l'Université de Caroline du Nord, ainsi qu'une lettre ouverte cosignée par plus de 25 millions d'internautes du monde entier demandant une enquête sur la base de Fort Detrick*.

Nous attendons que l'OMS mène des enquêtes à Fort Detrick et à l'Université de Caroline du Nord, afin de faire éclater au jour la vérité sur les origines du nouveau coronavirus.

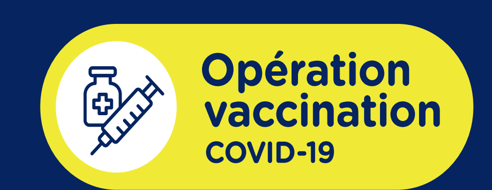


Institut de recherche médicale de l'armée américaine sur les maladies infectieuses - USAMRIID

Lors d'un récent entretien téléphonique avec le Conseiller d'État et Ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi, le Secrétaire d'État américain Antony Blinken a fait savoir qu'en tant que grands pays, les États-Unis et la Chine ont tous la responsabilité de fournir toutes les informations nécessaires pour une étude approfondie sur les origines du virus. Puisque la partie chinoise a déjà invité deux fois l'OMS en Chine et lui a fourni toutes les informations, maintenant, c'est au tour des États-Unis de jouer.

Ambassade de Chine
30 août 2021
Geopolintel 3 Septembre 2021

On a tous de bonnes questions sur la vaccination



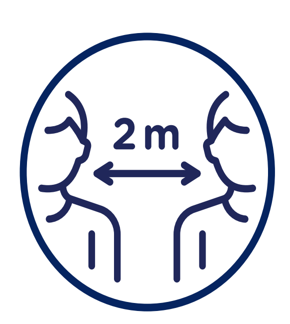


POURQUOI DEVRAIS-JE ME FAIRE VACCINER ?

Pour être protégé de la COVID-19 et ne pas en être malade. Même si plusieurs personnes guérissent sans traitement, d'autres peuvent décéder de la COVID-19. Elle peut aussi entrainer des problèmes cardiaques ou respiratoires tels qu'une pneumonie, ou des problèmes du système nerveux.

On continue de bien se protéger !

Au cours des mois à venir, tant qu'une grande majorité de la population ne sera pas vaccinée, la COVID-19 sera présente.



Gardez vos distances



Couvrez votre visage



Toussez dans votre coude



Lavez vos mains

Québec.ca/vaccinCOVID

1 877 644-4545

20-279-31FA





Le 11 septembre, 20 ans après



Les tours jumelles du World Trade Center à New York

Par Hamid Alizadeh

Il y a 20 ans aujourd'hui, les États-Unis ont subi l'attaque sur leur territoire la plus grave et la plus sanglante de l'histoire moderne. Au moins 2997 personnes ont péri et au moins 25 000 ont été blessées après qu'une bande de terroristes ait précipité une série d'avions commerciaux dans les tours jumelles du World Trade Center à New York, plongeant le peuple américain dans un état de choc et d'incrédulité. À travers le monde entier, des millions ont regardé avec horreur les scènes tragiques de gens désespérés, prisonniers des étages supérieurs des tours, certains préférant sauter vers une mort certaine pour éviter d'être brûlés vifs, peu de temps avant l'effondrement des tours, qui a laissé des milliers de victimes écrasées sous les débris.

Les événements qui ont suivi cette tragédie, cependant, sont une insulte à la mémoire de tous ces gens innocents qui ont perdu la vie ce jour-là. La poussière avait à peine retombé et le sang des victimes avait à peine séché que déjà les vautours avaient pris leur envol. En profitant de l'atmosphère de deuil national, ils ont lancé une campagne de mensonges et de propagande guerrière dans le but de pousser la population américaine à accepter que les États-Unis entrent en guerre, dans le but supposé de se venger de l'attaque. Le Patriot Act et d'autres lois ont été adoptées en toute vitesse par le Congrès, limitant gravement les droits civils et étendant de façon spectaculaire les pouvoirs de surveillance de l'État. Tout cela au nom d'une prétendue « guerre contre le terrorisme » et pour « défendre la démocratie ».

L'une après l'autre, jour après jour, des personnalités comme le président de l'époque George W. Bush, Dick Cheney, et un flot ininterrompu de fonctionnaires, de militaires et de « spécialistes » se présentaient à la télévision pour condamner l'atteinte à la « liberté » par les « forces maléfiques » de l'Islam. L'ancien secrétaire de l'Éducation William Bennett et une foule d'autres néoconservateurs ont exhorté le gouvernement à « déclarer la guerre à l'islam politique », déclarant que « les États-Unis devraient agir comme s'ils étaient en guerre, parce que c'est la guerre ». Bennett et sa bande ont réclamé la guerre avec l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Libye, malgré l'absence complète de lien entre ces pays et les attentats ou l'organisation réactionnaire Al-Qaïda qui en était à l'origine.

Sur les 19 personnes qui ont détourné les avions dans le cadre des attentats, 15 étaient des citoyens de l'Arabie saoudite, et pourtant toute mention de l'Arabie saoudite était manifestement absente des déclarations publiques. En fait, tous les efforts ont été déployés pour protéger les intérêts saoudiens, jusqu'à permettre à huit avions affrétés de transporter en toute sécurité des saoudiens de haut rang hors du pays dès le 13 septembre, malgré la fermeture encore en vigueur de l'espace aérien américain. Parmi les passagers de ces vols se trouvaient feu le prince Ahmed Salman, qui était lié à Al-Qaïda et dont la connaissance des attentats à venir a par la suite été découverte. Alors qu'une campagne raciste et déchaînée de harcèlement envers les personnes originaires du Moyen-Orient était mise en place, ces sombres personnages liés à l'un des régimes les plus réactionnaires au monde recevaient de véritables passe-droit pour échapper à la prison.

Toutes les preuves quant à l'origine des attentats pointent vers l'Arabie saoudite, qui a longtemps été le plus grand commanditaire mondial du fondamentalisme islamique. En fait, c'est la monarchie saoudienne, en collaboration avec la CIA, qui avait initialement encouragé Al-Qaïda dans le cadre de l'insurrection islamiste contre les Soviets en Afghanistan dans les années 1980. Aujourd'hui, le monstre de Frankenstein que l'impérialisme avait créé a échappé à tout contrôle jusqu'à devenir un sérieux problème pour les États-Unis et l'Occident. Pas une seule chaîne de télévision n'a osé mentionner ce fait, malgré avoir sonné jour après jour l'alarme de la « guerre contre le terrorisme ». La classe dirigeante américaine cherchait à réaffirmer son autorité à travers le monde et à donner à certains de ses ennemis en exemple. Le fait qu'elle avait elle-même formé de tels ennemis au départ n'était qu'un détail mineur.





Des milliers de personnes se sont rassemblées sur le site du World Trade Center, à New York, pour les 20 ans du 11 septembre 2001

Hubris

Certains esprits superficiels de gauche croient souvent que la classe dirigeante est infaillible et que toutes ses décisions correspondent à un plan conçu dans les moindres détails dans les salles de réunion des puissants. Mais ce n'est pas du tout le cas. Les erreurs et les accidents jouent un rôle dans l'histoire. Après l'effondrement de l'Union soviétique au début des années 1990, les États-Unis se sont imposés en tant que seule superpuissance sur la scène mondiale. Soudainement, ils se faisaient ridiculiser par une petite bande de fanatiques religieux réactionnaires. Ce n'était pas quelque chose qu'ils allaient tolérer.

Sur la chaîne Fox News, dans la soirée du 11 septembre, le colonel David Hunt, survolté, a clairement démontré cette attitude lorsqu'il a déclaré à Bill O'Reilly qu'il était temps pour les États-Unis de « lâcher les chiens de la guerre ». La bouche écumante, les chiens de la caste dirigeante militaire mouraient d'envie d'être lâchés afin de restaurer leur fierté. L'Arabie saoudite, la véritable source de l'attentat, se trouvant trop proche de leurs intérêts, les bourreaux se sont donc rabattus sur l'Afghanistan en s'imaginant qu'il s'agirait d'une cible facile pour une démonstration brutale de la vengeance de l'impérialisme américain. Mais comme le dit la Bible, « l'orgueil précède la chute ».

Une fois prise, cette décision s'est avérée fatidique. La guerre contre l'Afghanistan était une entreprise vouée à l'échec. À la veille de la chute de Kaboul aux mains des troupes américaines en novembre 2001, Alan Woods écrivait :

« Encore une fois, nous voyons comment les Américains n'ont rien pensé jusqu'au bout. Ils ont imaginé qu'une fois les talibans chassés de Kaboul, le problème serait résolu. Mais ce n'est pas du tout le cas. (…) Les talibans ont perdu leur emprise sur le pouvoir, mais pas leur potentiel guerrier. Ils sont très habitués à mener une guérilla dans les montagnes. Ils l'ont fait auparavant et ils peuvent le faire à nouveau. (…) La perspective se dessine d'une guérilla prolongée qui pourrait durer des années. La première partie de la campagne alliée a été facile. La deuxième partie, elle, ne sera pas aussi facile.

« (…) Si le but de cet exercice était de combattre le terrorisme, ils constateront qu'ils ont obtenu le contraire. Avant ces événements, les impérialistes pouvaient se permettre de maintenir une distance relativement sûre par rapport aux convulsions et aux guerres de cette région du monde, mais maintenant ils y sont complètement empêtrés. Par leurs actions depuis le 11 septembre, les États-Unis et la Grande-Bretagne se sont laissés entraîner dans un bourbier dont il leur sera difficile de s'extraire. »

On ne peut pas nier l'exactitude de ces mots aujourd'hui. Insatisfaits des résultats obtenus en Afghanistan, Bush, Cheney et leur bande, suivis de leurs loyaux laquais britanniques, ont décidé de redoubler leurs efforts et d'ouvrir un nouveau front en Irak sous prétexte que ce dernier abritait des fondamentalistes islamiques et des armes de destruction massive. Bien entendu, il s'agissait de mensonges flagrants. Il n'y avait pas de fondamentalisme islamique notable en Irak jusqu'à l'arrivée des impérialistes. Le régime de Saddam ne possédait pas non plus d'arme de destruction massive. Le véritable objectif de la guerre était d'accéder au pétrole irakien, d'accroître la pression sur le régime iranien et de s'imposer dans les zones qui étaient auparavant tombées sous la sphère d'influence soviétique.

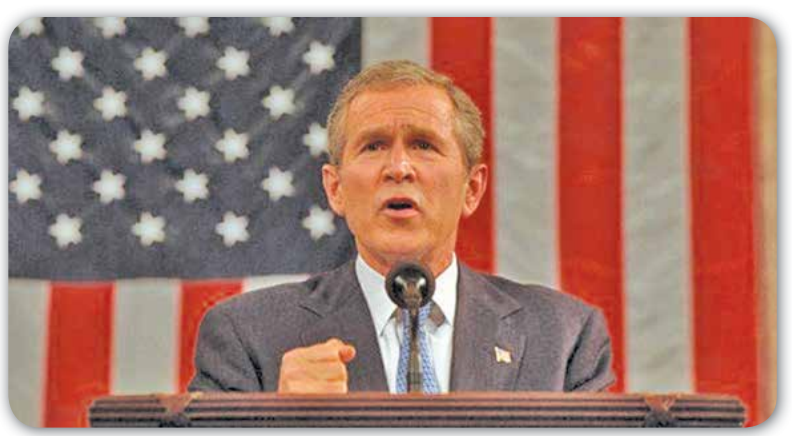
Les Américains pensaient que ce serait une affaire rapide. Une fois encore, ils avaient mal évalué la situation. En détruisant l'armée irakienne, qui avait été utilisée pour tenir l'Iran sous contrôle pendant deux décennies, ils ont déstabilisé non seulement l'Irak, mais aussi toute la région. D'une part, l'invasion a renforcé les Iraniens, qui ont construit une base de soutien solide parmi la majorité chiite en Irak. D'autre part, elle a jeté les bases de la montée du fondamentalisme islamique sunnite, sur lequel les États-Unis eux-mêmes se sont appuyés dans une certaine mesure pour contrer l'influence iranienne; nous avons vu le résultat sordide de cette manœuvre avec la montée de Daech en 2014.

Aujourd'hui, les politiciens et les soi-disant experts font la queue devant les médias occidentaux pour décrier la situation des femmes afghanes après la prise de pouvoir par les talibans. Ce sont des larmes de crocodile hypocrites. Il n'y a pas de tollé pour les droits des femmes en Arabie saoudite. L'Afghanistan sous l'occupation américaine était loin d'être le paradis sur terre qu'on nous a décrit. Selon Airwars, les frappes de drones américaines depuis le 11 septembre 2001 ont tué au moins 22 000 civils, voire 48 000 selon les estimations plus élevées. Un rapport de 2015 de Physicians For Social Responsibility, estime que les campagnes en Irak, en Afghanistan et au Pakistan ont causé 1,3 million de morts! Le rapport conclut « ce n'est qu'une estimation prudente. Le nombre total de morts (…) pourrait également dépasser les 2 millions, alors qu'un chiffre inférieur à 1 million est extrêmement improbable ».

En Irak, les mêmes « amoureux de la liberté » qui se sont opposés à corps et à cris aux supposées armes de destruction massive n'ont pas hésité à utiliser des armes chimiques comme le phosphore blanc dans les quartiers civils de Falloujah. Pendant ce temps, tant en Irak qu'en Afghanistan, les États mis en place par les États-Unis étaient bondés des criminels et des sectaires les plus corrompus et les plus réactionnaires. L'impérialisme américain n'a pas apporté la démocratie et les droits de la personne à ces pays. Il a apporté le sectarisme, la corruption, la mort et la destruction à une échelle sans précédent.

Changement d'humeur

Bien qu'il y ait eu de grandes manifestations anti-guerre aux États-Unis au départ, dans l'ensemble, les masses américaines ont d'abord été poussées à accepter les guerres après le choc des attaques du 11 septembre. Très vite cependant, on a pu assister à un changement d'humeur générale. Selon Gallup, à son apogée en 2002, le soutien à la guerre en Afghanistan s'élevait à 93%. Après ce point, cependant, les chiffres n'ont fait que baisser. En 2019, après 18 ans de combat au prix de milliers de vies américaines et de plus de mille milliards de dollars, six Américains sur 10 ont déclaré que la guerre en Afghanistan n'en valait pas la peine. Les travailleurs américains sont aujourd'hui bien plus intéressés à améliorer leurs propres conditions qu'à financer des guerres sans fin à l'étranger. Ce changement d'humeur a eu des conséquences politiques importantes.



George W. Bush

En 2012, la proposition de bombarder la Syrie de l'administration Obama est tombée à plat après que le Congrès ait refusé de la soutenir, avec seulement 9% de la population américaine qui y était favorable. En 2016, lorsque Donald Trump a été élu président, l'une de ses promesses de campagne les plus populaires était celle de retirer les États-Unis des guerres au Moyen-Orient. L'opposition à la guerre entrave sérieusement la capacité de l'impérialisme américain à manœuvrer comme il en avait l'habitude. Le coût politique de toute campagne militaire majeure mobilisant des troupes au sol est trop important pour n'importe quelle administration, et cette possibilité est ainsi écartée. À cela s'ajoute le coût économique de ces interventions militaires. En 2019, le coût total des interventions américaines au Moyen-Orient était estimé à 6400 milliards de dollars – un frein supplémentaire à la volonté de se lancer dans de nouvelles aventures militaires.

Crise de l'impérialisme

L'aboutissement des guerres en Irak et en Afghanistan était prévisible, mais les administrations d'Obama et de Trump tardaient à prendre la décision finale, peu désireuses d'accepter l'humiliation de la défaite. Tôt ou tard, cependant, quelqu'un allait devoir céder. Joe Biden a été critiqué à juste titre pour son exécution du retrait d'Afghanistan au cours du dernier mois. L'avancée

suite à la page(16)

La mémoire au service des luttes: William Edward Burghardt Du Bois

Par FUIQP et Alain Saint-Victor

Il y a 58 ans, le 27 août 1963, le sociologue et écrivain William Edward Burghardt Du Bois décédait. Il fut l'un des fondateurs du mouvement des droits civiques aux Etats-Unis et un acteur clef du panafricanisme.

Né dans le Massachusetts, le 23 février 1868, Du Bois put accéder aux études universitaires grâce à une collecte de fonds par des membres de l'église que fréquentent ses parents. Il entre d'abord à l'université de Fisk à Nashville (Tennessee) réservée aux Noirs. Dans cette ville, il découvre l'ampleur du racisme qui caractérise le Sud des Etats-Unis dans les années 1880: des lynchages de Noirs sont effectués impunément par le Ku Klux Klan et d'autres organisations terroristes suprématistes blanches.

Premier Afro-étatsunien à obtenir un doctorat de philosophie de Harvard, il devient professeur d'histoire, de sociologie et d'économie à la Clark Atlanta University. En 1899, Du Bois publie la première analyse sociologique des quartiers noirs de Philadelphie parue sous le titre «The Philadelphia Negro». Cette étude fait de lui l'un des fondateurs de la sociologie urbaine aux États-Unis.

Deux ans plus tôt, en 1897, le sociologue rédige une série d'articles dans lesquels il exhorte les Afro-étatsuniens à revendiquer leur héritage africain et à sortir du complexe d'infériorité hérité de l'esclavage. La même année, il inaugure une conférence annuelle intitulée «l'Atlanta Conference of Negro Problems».

A partir de 1900, Du Bois s'engage systématiquement dans le combat pour l'égalité des droits et contre la ségrégation.

L'élément déclencheur est le lynchage de Sam Hose à Atlanta en 1899. Hose fut torturé, brûlé et pendu par une meute composée de 2000 Blancs. Pour Du Bois, «il est impossible pour quelqu'un de rester un scientifique calme et détaché alors que des Nègres sont lynchés, assassinés et affamés. » Il ajoute que « le remède ne consistait pas simplement à dire la vérité aux gens mais de les pousser à agir à partir de cette vérité. »

En 1903, il publie *The Souls of Black Folk* (Les âmes du peuple noir), une collection d'essais dans lesquels l'auteur analyse, entre autres, le phénomène de la double-conscience, une condition existentielle à laquelle tout Noir étasunien devrait faire face.

Plus connu parmi ses ouvrages, ce livre est interprété de différentes façons: pour certains, il constitue une préfiguration de la philosophie existentialiste, telle qu'elle a été développée plus tard par Jean-Paul Sartre; pour d'autres, il contient les principes fondamentaux de la négritude.

En 1905, près des chutes du Niagara, Du Bois participe à la création du "Niagara Movement". Face au boycotte des médias, les «Niagarites» font l'acquisition d'une imprimerie pour assurer leur autonomie. À la même année, apparaît le journal «Moon Illustrated Weekly», le principal organe du mouvement.

En 1907, est publié un autre journal, «The Horizon : A journal of the Color Line » dont l'objectif principal est de dénoncer ceux qui prêchent «la soumission patiente aux humiliations». Le journal incite les Noirs à ne pas troquer «leur humanité pour un salaire».

Outre ses activités militantes, Du Bois continue ses recherches scientifiques et publie plusieurs travaux académiques qui furent largement ignorés par les milieux universitaires. Ses études remettaient en question de nombreuses thèses dominantes sur l'histoire et la condition sociale des Noirs aux États-Unis.

En 1910, Il participe à la fondation de la «National Association for the Advancement of Colored People» (NAACP) qui deviendra la plus importante organisation luttant pour les droits civiques dans le pays.

Au cours de la même année, la NAACP publie un mensuel "The Crisis", dont Du Bois devient le directeur. Le succès est immédiat. En 1920 le magazine atteint près de 100 000 exemplaires.

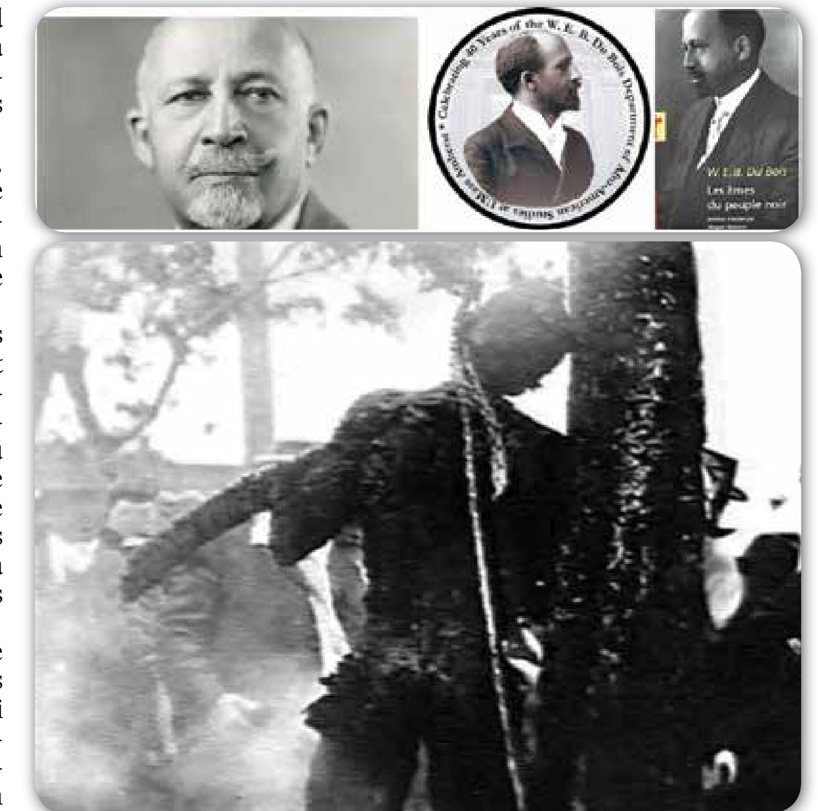
En 1917, des émeutes éclatent dans la ville de l'East Saint-Louis dans l'État de l'Illinois. Des groupes de Blancs massacrent 250 Afro-étatsuniens. Du Bois prend la tête d'une immense manifestation (« The Silent Parade ») qui regroupe 10 000 Noirs dans les rues de New-York. C'était la première grande marche pour les droits civiques.

Après la Première Guerre mondiale, il est un des participants du premier congrès panafricain qui se tient à Londres en 1919. Il devient dès lors un des principaux leaders du panafricanisme. Il rédige en particulier les « résolutions de Londres » du second Congrès Panafricain exigeant la fin du racisme et du colonialisme en Afrique.

Contrairement à Garvey qui soutient l'idée d'une séparation radicale entre Blancs et Noirs et le retour en Afrique de ces derniers, Du Bois, tout en n'étant pas contre l'idée du retour, considère que cela ne doit pas mener à l'abandon du combat pour l'égalité. Il dénonce également la conception de Garvey selon laquelle l'Afrique doit être gouvernée par des Noirs-étatsuniens. Du Bois dénonce cette position comme colonialiste.

Il appelle également les artistes noirs à rejeter l'exotisme et à s'engager dans le combat pour l'égalité : « Je me fiche de tout art qui n'est pas utilisé en vue de promouvoir notre combat pour l'égalité des droits ».

À partir de 1933, Du Bois défend l'idée d'articuler anticapitalisme et combat pour l'égalité raciale. Après la Seconde Guerre mondiale, le 24 octobre 1945, il participe à San Francisco à la fondation de l'organisation des Nations-Unies (ONU) en se battant pour que la nouvelle organisation mette un terme à la colonisation.



23 avril 1899, le lynchage de Sam Hose. Une barbarie de l'idéologie de la suprématie blanche.

À partir de 1950, Du Bois consacre les dernières années de sa vie au combat anticolonial. Il anime le cinquième congrès panafricain de Londres qui soutient les luttes contre le colonialisme.

Au cours de la période du Maccarthysme (du nom du sénateur étatsunien Joseph McCarthy qui mena une campagne anticommuniste virulente au début des années 1950), son passeport est confisqué, ce qui l'empêche de participer, en avril 1955, à la conférence de Bandung (Indonésie), organisée par les pays anciennement colonisés.

Devenu un symbole mondial de la lutte pour l'égalité, du combat contre le colonialisme et pour le panafricanisme, Du Bois est invité par Kwame Nkrumah, premier président du Ghana indépendant, qui lui propose de reprendre son vieux projet d'élaborer son «Encyclopédia Africana».

gé de 93 ans, Du Bois décide de prendre la nationalité ghanéenne. Mais la maladie l'empêche de concrétiser le projet d'élaborer l'encyclopédie.

Il meurt le 27 août 1963, la veille de la grande Marche sur Washington du 28 août 1963. Les centaines de milliers de participants observent une minute de silence à la mémoire de ce pionnier du combat pour l'égalité raciale et sociale.

Repose en paix frère et camarade. Ton combat continue.

Texte FUIQP et Alain Saint-Victor

ADIEU ENTRAÎNEUR JEAN MARDY VALLON

Les Funérailles du regretté Jean Mardy Vallon, décédé le 30 aout 2021, ont été chantées le vendredi 10 septembre à la New Generation SDA Church de North Miami en Floride.

Ancien fondateur et entraineur de l'équipe Flèche noire de Poste-Marchand, arbitre Fédéral et International, il a été également secrétaire général de la Ligue de Football de Port-au-Prince, qui durant les années 60-72 avait préparé des jeunes dont plusieurs d'entre eux faisaient partie de la sélection nationale haïtienne qui a participé à la coupe du monde de 1974 en Allemagne, Jean Vallon avant sa retraite en 1997,était inspecteur général de formation des jeunes de classes primaire, secondaire et universitaire de toutes les écoles publiques et privées du pays.

Jean Mardy Vallon vient de rejoindre la liste des grands hommes qui avaient fait œuvre qui vaille.

Repose en paix dans les bras de Jehovah !

ADIEU
JEAN MARDY VALLON
NÉ LE 13 FÉVRIER 1935
DÉCÉDÉ LE 30 AOUT 2021

Le salut de la République d'Haïti passe par l'épuration des secteurs politiques

Par Robert Lodimus

« *Quand un chef d'État traite ses sujets comme la mauvaise herbe et la saleté, alors ses sujets doivent le traiter comme un bandit et un ennemi.* » (Mencius, philosophe chinois)

Quelque 0nze années après le séisme du 12 janvier 2010, la République d'Haïti est replongée dans une autre grande tragédie. La terre, comme vous le savez, a tremblé de nouveau le 21 août 2021. Trois départements, les Nippes, le Sud et la Grand-Anse, enterrent encore leurs morts. Soignent leurs blessés. Et fouillent dans les décombres des maisons effondrées, à la recherche des centaines de compatriotes portés disparus. Les situations décrites dans la presse internationale sont désolantes et macabres. Des familles, courageuses certes, qui essaient de rester accrochées aux branches fragiles de l'existence humaine, ne cachent pas leur inquiétude. Pour ce pays qui dégringole depuis sa fondation, l'espoir qu'il se relève et qu'il se mette enfin à marcher sans béquilles se rétrécit. Même si certains compatriotes, empêtrés dans un nationalisme aveugle, refusent de regarder la réalité en face.

Ce séisme, certes moins dévastateur que le précédent, est venu peut-être asséner le coup de grâce à l'État haïtien. La population paysanne des régions terriblement touchées, déjà au bord du précipice, ne peut même plus se vouer aux saints des églises catholiques romaines pour se consoler. Les statuettes de la Vierge des douleurs, de Saint-Joseph, de Saint-Antoine de Padoue, les icônes restent enfouies elles-mêmes sous des tonnes de béton armé. « La foi soulève les montagnes.» Arrivera-t-elle à stopper le train véloce de l'apocalypse qui fonce sur les Haïtiens.

Les esprits encore lucides, qui suivent le glissement d'Haïti vers les écueils des calamités, admettront que nos réflexions réverbèrent une réalité effarante et une vérité brutale. Le futur de ce pays semble le reproducteur du destin que réserva le roi Nabuchodonosor au Temple du roi Salomon. Quisqueya coule avec les membres d'équipage et les passagers. C'est décevant, et surtout décourageant, de constater qu'aucun mouvement ou groupement politique, aucun politicien ou politique, aucun universitaire ou intellectuel n'est parvenu à dévoiler un plan de salut pour la Nation. Bien entendu, à part les accords politiques insensés, bidon, stériles, sans intelligence, qui n'arrêtent pas de pleuvoir sur les hôtels de Port-au-Prince, depuis l'exécution spectaculaire de Jovenel Moïse par les membres de sa famille mafieuse.

Au rythme où les malheurs déboulent, dans trois cents ans ou moins, ce peuple pourrait disparaître de la carte géographique de l'univers. Napoléon Bonaparte pilla les richesses matérielles et artistiques de l'Italie pour enrichir la France. Les Espagnols détruisirent la civilisation des Incas, volèrent et expatrièrent leurs trésors. Les Palestiniens sont « misérabilisés » sur leurs terres par Israël et ses alliés occidentaux. La population haïtienne pourrait bien hériter le sort des Indiens d'Amérique, des Palestiniens, des Kurdes, des Québécois, etc., reconnus comme des peuples sans État. C'est vers cette voie escarpée que les pays hégémoniques entraînent nos compatriotes. Le duvaliérisme a accentué le déclin social et politique d'Haïti. Le « *martellisme* », ou le « *tètkaléisme* » a achevé le processus de décrépitude. Le bateau a déjà coulé. Et la coque disparaîtra bientôt dans les profondeurs abyssales de la mer. Les voyageurs en détresse restent agrippés aux épaves flottantes. Mais pour combien de temps? Les derniers cris des naufragés de la corruption administrative du PHTK, de la cruauté des États hégémoniques parviennent déjà à nos oreilles. Bientôt, il n'y aura plus rien! Sinon que la frayeur du silence cadavérique ! Haïti se rapproche de la frontière de l'inexistence. Arrivera-t-elle à sauter les haies des difficultés de toutes sortes que les États dominants s'amusent à dresser sur son passage depuis plus de deux cents ans?

Les dirigeants de l'État qui abusent de leurs pouvoirs, les universitaires qui vantent des savoirs empiriques et des connaissances inutiles, les bourgeois pingres qui étalent leurs avoirs sous les regards médusés des masses simulent la surdité et l'aveuglement. Ils méprisent toutes les réflexions qui supputent les risques d'un avenir incertain, sombre et néfaste pour la société haïtienne. Bien que le danger – qui est perceptible même sans lorgnon – ait dépassé l'étape embryonnaire! Un beau jour, et nous l'espérons bien, les « cabochards » seront forcés de s'agenouiller pour implorer la pitié et le pardon des couches sociales négligées. Seulement, il sera trop tard. La « Révolution » aura rendu son verdict impitoyable. Dans certains pays, à une certaine époque, le procès se termine avec une guillotine et des têtes qui roulent. Pour vous en convaincre, vous n'avez qu'à revisiter la période angoissante de la révolution française…

Le 4 octobre 2016, en Haïti, des villages entiers étaient frappés par des coups de vents qui soufflaient à 230km/h sur des cases construites en terre battue et couvertes d'un toit de chaume ou de tôle. Tout est dévasté. Les cris de stupéfaction d'un journaliste atterré par le spectacle désolant qui s'offrait à sa vue traduisaient l'état de gravité de la situation : « *C'est une bombe atomique qui a été larguée sur cette partie du pays.* » Et il n'avait pas tout à fait tort. Les maisonnettes, les arbres, les champs de maïs, de petit mil, rien ne résistait à la furie du monstre. Certains riverains racontaient qu'ils avaient été surpris dans leur sommeil. « *Les autorités ne nous ont pas informés du passage de l'ouragan. Nous n'avons pas eu le temps de nous mettre à couvert* », insistaient-ils. Mais s'abriter où? Pour avoir parcouru une bonne partie des localités rurales d'Haïti, nous pouvons prendre la liberté de poser cette question et d'y répondre. Aucune construction dans les lieux campagnards, complètement retirés des milieux urbains, ne répond aux exigences et aux normes de protection que requiert un typhon d'une telle puissance.

Aux États-Unis, au Canada, en France, etc., les autorités évacuent toujours la population des zones à risques. Évacuer les citoyens afin de les placer dans des abris sûrs. Où se trouvent ces « abris sûrs » à Abricot, à Moron, à Chambellan, à Baie de Henne…? De temps en temps, les nuages déversent des quantités d'eau considérables sur les villes, les campagnes et les mornes.

Les couches de la population qui fourmillent dans les zones balayées par le tremblement de terre qui a entraîné dans la mort Gabriel Fortuné, une grande gueule du PHTK, se sont retrouvées du jour au lendemain dans des conditions existentielles encore plus lamentables. Des cas d'éboulements mortels sont rapportés dans la presse internationale. L'État bourgeois – qui endosse le manteau d'un failli – observe. Indifféremment. La primature de l'héritier politique de Jovenel Moïse, Ariel Henry, affiche une impuissance totale devant les désespoirs et les souffrances des rescapés aux abois. Alors que la faim et la soif multiplient le nombre des morts. Les petits agriculteurs et éleveurs comptent jusqu'à présent les cadavres des proches malchanceux, font le bilan des disparus, comptabilisent les infirmes, prédisent même la fin de l'existence dans un pays presque déjà sans vie, qui respire artificiellement depuis 214 ans, qui continue de fixer ses enfants d'un regard éteint, et qui est devenu à travers les âges une « amulette de décadence et d'échec » accrochée au cou de chacun d'eux.

Certes, aucun pays n'est à l'abri d'un tremblement de terre comparable à celui qui a frappé Valdivia en 1960 au Chili et dont la magnitude a été évaluée à 9,5 sur l'échelle de Richter. Ou d'un ouragan égal à celui de 1780, de niveau 5, et qui avait libéré des vents qui soufflèrent à 320 km/h sur la Barbade. Les différentes époques qui accompagnent l'existence des femmes et des hommes sur la planète sont marquées par des instants tragiques dus à des catastrophes climatiques redoutables. Les cyclones, les tempêtes, les ouragans, les tremblements de terre feront toujours partie de notre quotidienneté. Les éléments de la nature ont des humeurs changeantes et la température, de leurs caprices, en est tributaire.

Des peuples, des villes, des civilisations furent ensevelis vivants. Aujourd'hui encore, les individus de toutes les appartenances ethniques sont exposés aux mêmes dangers. Les scientifiques de la climatologie approfondissent les méthodes de recherche. Font des découvertes étonnantes. Prédisent des malheurs quasi inévitables dont les prémices arrivent déjà à « *pas de lièvre* » aux portes des États puissants ou vulnérables. Les effets de serre qui détériorent petit à petit la couche d'ozone, la fonte accélérée des glaces dans l'Antarctique, la « *sahélisation* » progressive et inquiétante des espaces forestiers dans les régions appauvries comme Haïti, les crues des rivières qui provoquent partout des inondations meurtrières, tout cela fait partie désormais du vocabulaire journalier des terriens. Les concepts qui s'articulent autour de l'environnement deviennent des sujets d'ouvrages et de scénarios filmiques d'une grande importance. La science a fait des découvertes technologiques qui conduisent tranquillement les humains vers l'autodestruction. Depuis le « Projet de Manhattan » qui a permis l'enrichissement de l'uranium au cours de la guerre de 1939, les sociétés mondiales vivent dans la hantise d'un danger imminent. Chaque mégapole de la terre peut devenir instantanément un cimetière pour ses habitants. À l'instar d'Hiroshima, de Nagasaki, de Tchernobyl…

Les désastres naturels ou provoqués exposent les espèces animale et végétale à la destinée pompéienne. Les ambitions économiques exagérées des pays capitalistes, la soif intense d'hégémonisation et de « cosmocratisation » des puissances impériales ont déjà mis en mouvement les failles énergétiques qui provoqueront la désagrégation de la planète. Les États nantis tablent sur des alternatives de survie en faveur des catégories sociales privilégiées. Ou plus explicitement, du « club des oligarques ».

Durant la nuit du 12 au 13 octobre 1954, le cyclone Hazel dévasta plusieurs régions d'Haïti, particulièrement le Sud et la Grand-Anse. Des essayistes, des historiens, des journalistes, des gens du quatrième âge ont retracé les horreurs vécues par les survivants de l'événement calamiteux. Les vents impétueux arrachaient les toits. L'eau grimpait comme des lianes sur les murs des maisons. Les cris affolants des mères et des pères qui cherchaient, comme ils le pouvaient, à protéger leurs enfants se mêlaient aux sifflements effrayants de la bourrasque. Les populations des villages, des bourgs et des villes choisis par la nature pour y déverser sa colère rageuse se battaient dans les eaux tumultueuses pour ne pas être emportées par les courants tempétueux. Certains individus étaient coincés dans leur sommeil par l'arrivée de l'ouragan. Ils étaient pantois. Interloqués. N'ayant pas été informés à temps, ils n'eurent pas la chance de gagner des abris plus résistants. Les récoltes des cultivateurs étant complètement détruites, la faim sortit ses griffes et dévora la paysannerie et les bidonvilles. À certains endroits, les portes des écoles restèrent fermées durant des mois. 19 ans auparavant, soit en 1935, la nature s'était déchaînée de la même façon dévastatrice et meurtrière. Dans ces moments cataclysmiques aux conséquences âpres, les catégories sociales vulnérables, qui se terrent comme des lapins dans les taudis, sont toujours les plus éprouvées.

Le globe terrestre se fragilise allègrement. Le 26 décembre 2004, un séisme d'une magnitude de 9,3 au large de l'île indonésienne de Sumatra, provoquant un puissant tsunami avec des vagues qui atteignaient plus de 30 m de hauteur à certains endroits, avait enlevé la vie à 250.000 personnes. Après plusieurs années, les habitants de Fukushima Daiichi traînent encore les séquelles de l'accident nucléaire qui a ébranlé le Japon et ses voisins immédiats. La terre entière retenait son souffle. Le 12 janvier 2010, la terre trembla dans le département de l'ouest. Environ 300 000 Haïtiens périrent dans les décombres des maisons écroulées. Quelques années auparavant, le cyclone Jeanne avait dévasté la ville des Gonaïves. Les inondations et les coulées de boue entraînaient plus de 3 000 personnes dans la mort. De toutes les régions touchées, soit les Iles Vierges, Porto-Rico, République Dominicaine, Bahamas, etc., Haïti enregistrait les dégâts les plus lourds. La débâcle économique et financière fut colossale. Les séquelles de la destruction demeurent encore palpables. L'État n'a rien fait pour remédier à ces désastres récurrents. Les mêmes causes produisent les mêmes effets depuis des décennies. Et comme toujours, c'est vers la communauté internationale que cette Haïti moribonde, insouciante, écervelée, enfoncée jusqu'au cou dans le sable mouvant de la bêtise, tend les bras pour implorer la pitié, pour demander la charité et pour chercher le salut.

En matière de gestion des risques et des désastres naturels, l'État haïtien n'affiche-t-il pas toujours une irresponsabilité et une incompétence criminelles? Au fil du temps, il a embrassé les paramètres amoraux de l'indifférence froide, par rapport aux urgences des besoins de la Nation. Après le passage de Matthew, des critiques acerbes ont condamné l'inaction flagrante, l'immobilisme incriminable, et même délictueux de Jocelerme Privert et de son entourage. Des membres de la presse locale ont de leur côté cherché à dédouaner maladroitement la gouvernance inconstitutionnelle. Nous sommes tous d'accord que la désorganisation de l'État haïtien est antérieure à la présidence de facto issue de la mascarade du 14 février 2016. Cependant, son mandat – *contrairement à ce que prétendaient les groupements politiques déboussolés* – ne consistait pas seulement à organiser des élections qui allaient permettre à un groupe de malfaiteurs et d'escrocs, ayant à sa tête Jovenel Moïse, de mettre le pays en coupe réglée. L'homme du département de Nippes exerçait les compétences et remplissait auprès de la Nation – *même si c'était de façon provisoire* – les attributions déléguées à un chef d'État dans la constitution de 1987. Jocelerme Privert et Enex Jean-Charles étaient en charge de la République. Le caractère illégitime du pouvoir qu'ils exerçaient conjointement ne les privait pas des prérogatives exceptionnelles de nommer et de révoquer, de créer des emplois pour leurs petits copains, de dégraisser ou d'engraisser l'Administration publique comme bon leur semblait, et dans le sens de leurs intérêts claniques … Et n'est-ce pas ce qu'ils avaient fait dès les premières semaines qui suivaient leur entrée en fonction ? Des femmes, des bébés, des adolescents, des hommes, des vieillards crevaient de faim, de soif, de froid, de maladies liées au choléra, à la dysenterie, à la typhoïde, sans que les autorités de facto montrassent des signes de préoccupation majeure. C'est aux micros des stations de radiodiffusion de Port-au-Prince que les défavorisés venaient se plaindre à la pointe du jour. Nous entendions même des délégués départementaux, des maires, des prêtres catholiques, des pasteurs protestants, dépassés par les évènements cycloniques, lancer des cris d'alarme à l'endroit des institutions ministérielles concernées, dans l'espoir de les voir venir en aide aux loqueteux qui se sentaient humiliés et abandonnés. Les politiciens véreux font toujours du « chou gras » avec les malheurs du peuple. Ils distribuent des petits sacs de riz avariés, quelques feuilles de tôles, des bouteilles d'eau… par-ci, par-là aux familles nécessiteuses. Le séisme du 21 août 2021 va encore servir de prétexte à ces « opportunistes » qui cherchent à accéder par tous les moyens au sommet de la société. Leurs ambitions politiques malsaines n'ont rien à voir avec le développement socioéconomique de la République d'Haïti, le rêve de paix, de sécurité et de bonheur des masses populaires haïtiennes.

Le pays entier est à genoux. Hurle sous la poussée grandissante de ses douleurs. Mais le « ciel » reste sourd. Haïti est abandonnée à la malignité et à la cruauté de Junon. Elle n'arrive pas à trouver un Mercure capable de l'aider, comme Hercule, à vaincre Cerbère, le chien monstrueux à trois têtes, gardien de l'entrée des Enfers. Les pays influents de la communauté internationale, les saltimbanques qui se donnent en spectacle continu sur la scène politique, présentent les élections d'Ariel Henry comme la peau du lion de Némée qui sauva le fils d'Alcmène des crocs dévorants de Cerbère. Ces millions de dollars qui vont être dépensés en vain, qui vont être jetés par la fenêtre, ne devraient-ils pas plutôt être utilisés pour reconstruire les Nippes, le Sud, la Grand-Anse…? N'est-ce pas un **crime** de demander à des marginaux qui n'ont ni maison, ni nourriture, ni eau potable, ni vêtements, ni chaussures, ni brosse à dents, ni dentifrice, ni savon de toilette, etc., de prendre le chemin des urnes et d'aller voter un troupeau de « petits bourgeois intellectuels », sans sentiments patriotiques, parqués à Port-au-Prince comme des bêtes sauvages, qui rêvent de devenir présidents, sénateurs, députés, magistrats… dans l'unique but de s'enrichir avec les membres de leurs familles et leurs amis?

Pour la République d'Haïti, il y a la nécessité de l'émergence d'un nouveau modèle de société. Le bien-être de l'être haïtien est consubstantiel au développement de son pays. C'est autour d'une grande table de concertations, d'échanges méthodiques d'idées, de concessions raisonnables et bénéfiques que les politiques progressistes traceront et construiront la route qui débouchera sur le sauvetage de notre patrie.

Robert Lodimus

Le livre de Ben Rhodes prouve les mensonges des responsables d'Obama et les siens, sur Edward Snowden et la Russie



Ben Rhodes, alors conseiller adjoint à la sécurité nationale du président américain Barack Obama, parle du prochain voyage du président à Cuba lors d'un point de presse quotidien à la Maison Blanche le 18 février 2016 à Washington, DC. (Photo : BRENDAN SMIALOWSKI/ AFP via Getty Images)

Par Glenn Greenwald

Il est difficile d'exagérer la sociopathie des responsables de la sécurité nationale américaine : leur volonté de mentir de façon éhontée sur les sujets les plus graves est sans limite.

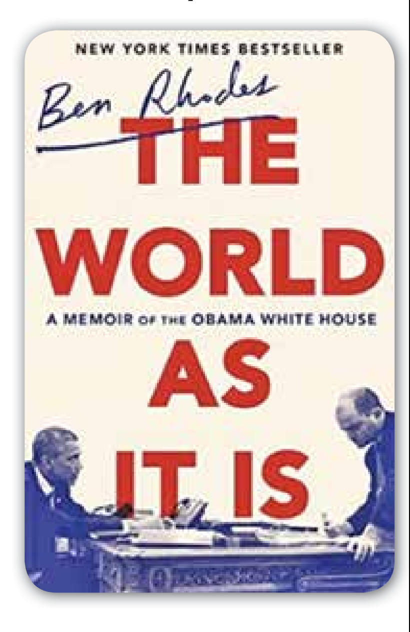
Depuis qu'Edward Snowden a reçu l'asile de la Russie en 2013, les responsables d'Obama n'ont cessé de dénigrer ses motivations et son patriotisme en invoquant son "choix" d'y élire domicile. Il est clair depuis longtemps que ce récit est un mensonge : Snowden, après avoir rencontré des journalistes à Hong Kong, n'avait l'intention que de transiter par Moscou puis par La Havane pour demander l'asile en Amérique latine. Il a été délibérément empêché de quitter la Russie - piégé dans l'aéroport de Moscou - par les fonctionnaires d'Obama qui ont ensuite cyniquement utilisé sa présence sur place pour laisser entendre qu'il était un hypocrite des libertés civiles pour avoir "choisi" de vivre dans un pays aussi répressif ou, pire encore, un agent du Kremlin ou un espion russe.

Mais nous avons maintenant la preuve absolue et définitive que Snowden n'a jamais eu l'intention de rester en Russie mais qu'il a été délibérément empêché de partir par les mêmes fonctionnaires d'Obama qui ont exploité la situation difficile qu'ils ont créée. Cette preuve a été fournie involontairement dans les mémoires de l'un des principaux conseillers à la sécurité nationale d'Obama, Ben Rhodes, intitulées The World as It Is : A Memoir of the Obama White House. Il est difficile d'exagérer à quel point le propre livre de Rhodes prouve que les fonctionnaires d'Obama en général, et Rhodes en particulier, ont menti de manière flagrante et cavalière au public sur ce qui s'est passé : un niveau de mensonge soutenu et conscient qui ne peut être expliqué que par la sociopathie.

Les mémoires de Rhodes, devenu à juste titre un collaborateur de MSNBC, sont un hommage incroyablement égocentrique à lui-même qui tente à plusieurs reprises de démontrer sa propre importance et ses réalisations. Le passage concernant la conduite de Rhodes à l'égard de Snowden est tout à fait conforme à ces objectifs. Tout en soulignant à plusieurs reprises combien les révélations de Snowden ont été traumatisantes pour les administrations Obama, Rhodes se vante du rôle crucial qu'il a joué pour empêcher Snowden de quitter la Russie alors que le lanceur d'alerte de la NSA tentait désespérément de le faire - exactement le contraire de ce que des gens comme Rhodes et Hillary Clinton disaient au public à propos de Snowden.

Il est vraiment impossible de dire à quel point ces personnes sont prêtes à mentir. Un chapitre du livre de Rhodes est consacré aux efforts de l'administration Obama pour normaliser les relations avec Cuba. M. Rhodes explique que la profonde méfiance qui régnait entre les deux pays depuis des décennies a commencé à s'estomper grâce à deux événements qu'il a contribué à organiser. Le premier a été l'accord entre les deux pays pour améliorer les conditions de détention de deux prisonniers : un Américain emprisonné par Cuba, l'autre un Cubain emprisonné par les États-Unis. Le second signal, encore plus important, envoyé par Cuba pour montrer sa volonté réelle d'améliorer les relations, a été sa capitulation devant les menaces de Rhodes de retirer l'autorisation qu'elle avait accordée à Snowden pour lui permettre de passer par La Havane une fois qu'il aurait quitté l'aéroport de Moscou comme prévu, en direction de l'Amérique latine où il avait l'intention de demander l'asile.

En d'autres termes, Rhodes - qui a passé des années à insinuer que Snowden est un espion et un traître russe étant donné son "choix" de fuir en Russie - savait en temps réel que Snowden n'avait jamais prévu de rester ne serait-ce qu'un jour en Russie. Il s'était seulement envolé de Hong Kong pour Moscou avec l'intention de s'envoler immédiatement de Moscou vers La Havane, puis vers l'Équateur ou la Bolivie pour obtenir l'asile. Avant d'atterrir à Moscou, Snowden et ses représentants avaient obtenu du gouvernement cubain l'engagement de lui permettre de traverser La Havane en toute sécurité pour se rendre en Amérique du Sud.



Si Snowden se trouve en Russie, c'est uniquement à cause des actions de Rhodes et de ses collègues du gouvernement Obama qui l'ont délibérément piégé : d'abord en invalidant son passeport afin qu'il ne puisse pas prendre de vols internationaux, puis en menaçant le gouvernement cubain de détruire définitivement toute chance de normalisation avec les États-Unis s'il ne retire pas sa garantie à Snowden d'un passage sûr par La Havane, ce qu'il a fait. Voici Rhodes avec ses propres mots, se vantant de ce qu'il considère comme son succès : « Il y avait un autre signal, plus important. À l'époque de notre deuxième rencontre, Edward Snowden était bloqué à l'aéroport de Moscou, essayant de trouver quelqu'un pour l'accueillir. Il aurait voulu se rendre au Venezuela, en transitant par La Havane, mais je savais que si les Cubains aidaient Snowden, tout rapprochement entre nos pays serait impossible. J'ai pris Alejandro Castro à part et lui ai dit que j'avais un message qui venait du président Obama. Je lui ai rappelé que les Cubains avaient déclaré vouloir donner à Obama un "espace politique" afin qu'il puisse prendre des mesures pour améliorer les relations. "Si vous arrêtez Snowden", lui ai-je dit, "cet espace politique disparaîtra". Je n'ai plus jamais parlé aux Cubains de cette question. Quelques jours plus tard, de retour à Washington, je me suis réveillé avec un bulletin de nouvelles : "L'ancien contractant de l'agence d'espionnage américaine Edward Snowden est resté coincé dans la zone de transit d'un aéroport de Moscou parce que La Havane a déclaré qu'elle ne le laisserait pas prendre un vol de la Russie vers Cuba, a rapporté un journal russe. » J'ai pris ça comme un message : Les Cubains étaient sérieux quant à l'amélioration des relations.

Cet aveu pourrait-il être plus clair ? Dès le début, les responsables d'Obama, y compris Rhodes, savaient que Snowden n'avait pas voyagé en Russie avec l'intention d'y rester, mais qu'il était - selon les propres termes de Rhodes - "coincé à l'aéroport de Moscou" et qu'il "essayait de trouver quelqu'un pour l'accueillir." (Laissez de côté l'autre mensonge de Rhodes selon lequel Snowden avait l'intention "d'aller au Venezuela" ; le plan du lanceur d'alerte de la NSA était de voyager de Moscou à la Bolivie ou à l'Équateur en passant par La Havane, mais Rhodes, connaissant la façon dont les Américains considèrent Caracas, a délibérément remplacé le Venezuela comme destination prévue afin de mettre encore plus en doute les motivations de Snowden). Rhodes nous dit ensuite à quel point il est fier d'avoir réussi à intimider Cuba pour qu'elle n'autorise pas Snowden à passer par La Havane comme il l'avait prévu, ce qui, selon ses propres termes, a fait que "Snowden est resté coincé dans la zone de transit d'un aéroport de Moscou".

Et pourtant, d'innombrables responsables d'Obama - y compris, de façon plus étonnante, Rhodes lui-même - ont passé des années à mentir au public en affirmant

suite à la page(16)

OEA : le début de la fin ?



Le ministère des Colonies » : siège de l'Organisation des États américains (OEA) à Washington

Le ministère mexicain des Affaires étrangères a annoncé hier qu'un sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (Celac) se tiendra le 18 septembre, dont la tâche principale sera de décider s'il faut entreprendre une réforme de l'Organisation des États américains (OEA) ou la création d'une entité pour la remplacer. Sur la base des résultats de cette réunion, l'année prochaine, les gouvernements latino-américains présenteront aux États-Unis et au Canada - les deux membres de l'OEA qui ne sont pas membres de Celac - une proposition formelle sur l'avenir de l'organisation continentale.

Le sommet, qui aura lieu la semaine prochaine à Mexico, fait suite à l'appel lancé par le président Andrés Manuel López Obrador lors des commémorations de l'anniversaire de Simón Bolívar, en juillet dernier. Il convient de rappeler que, devant ses pairs de la région, le président a fait une défense déterminée de la souveraineté de nos nations contre l'ingérence permanente de Washington, et a appelé à remplacer l'OEA dysfonctionnelle *« par un organe autonome, pas un laquais de qui que ce soit. ". qu'il soit "médiateur" dans les conflits entre nations en matière de droits de l'homme et de démocratie, mais "à la demande et à l'acceptation des parties ».*

Dans cette ligne, l'annonce faite par le ministre des Affaires étrangères Marcelo Ebrard s'inscrit dans le cadre du rétablissement des positions traditionnelles de la politique étrangère mexicaine, déplorablement déplacée par la capitulation ouverte des trois derniers dirigeants du cycle néolibéral. Elle correspond aussi aux besoins réels de l'Amérique latine, puisqu'il est clair que les problèmes de la région ne peuvent être résolus que dans la mesure où l'autodétermination des peuples est rendue effective, objectif qui est à l'opposé des fonctions réalisée par l'OEA depuis sa création en 1948, sous l'empreinte de la guerre froide et avec pour mission de faire respecter la vision impérialiste de Washington de l'hémisphère occidental.

Le silence du corps face à des régimes antidémocratiques comme ceux de Fulgencio Batista à Cuba et Alfredo Stroessner au Paraguay, ou ouvertement criminels comme ceux de Rafael Leónidas Trujillo en République dominicaine, Anastasio Somoza au Nicaragua, et François Duvalier en Haïti ; l'expulsion de Cuba en 1962 par l'invocation arbitraire de la Charte démocratique, qui n'a pas été utilisée contre les dictatures précédentes, encore moins pour sanctionner la succession de régimes de facto qui se sont installés dans le Cône Sud au cours des années suivantes ; et encore une fois le silence inquiétant après les coups d'État doux contre Manuel Zelaya (Honduras, 2009), Fernando Lugo (Paraguay, 2012) et Dilma Rousseff (Brésil, 2016), ne sont que des exemples de boutons de l'incapacité historique de l'organisation susmentionnée à remplir une mission, un rôle différent de celui qui a été baptisé par l'ingéniosité populaire comme le ministère des Colonies des États-Unis.

Si cette instance était déjà imprésentable, l'arrivée de Luis Almagro à son secrétariat général en 2016 a supposé une dégénérescence accélérée qui en a fait une source de calamités et d'ignominies, puisqu'elle est passée de regarder ailleurs avant les coups d'État promus ou soutenus par Washington, pour devenir son organisateur actif, comme cela s'est produit en Bolivie et a essayé de le faire au Venezuela.

La simple annonce que les gouvernements de la région entreprendront l'analyse des conditions pour remplacer l'OEA par un organisme qui fonctionne selon les principes de défense authentique de la démocratie, de non-intervention, de respect de la souveraineté de ses membres et d'équité entre eux , donne la touche finale aux derniers vestiges de crédibilité et d'autorité morale qui peuvent être laissés à l'organisation, et en particulier à son secrétaire général. Le rôle du Mexique dans cette avancée doit être félicité, car il est clair que la neutralisation de l'action perverse d'Almagro est cruciale pour le développement et la stabilité démocratique dans toute l'Amérique latine.

La Jornada 10 septembre 2021

Suite de la page (15)

exactement le contraire. À maintes reprises, ils ont mis en doute le patriotisme de Snowden et ont fortement laissé entendre qu'il était un espion russe et un traître, comme en témoigne son "choix" d'aller en Russie. À titre d'exemple, écoutez le lecteur intégré ici (https://soundcloud.com/glenn-greenwald) pour entendre ce que Rhodes a dit à son collègue Tommy Vietor, ancien responsable de la sécurité nationale d'Obama, en février 2017, dans l'émission Pod Save America de Vietor (où Rhodes est maintenant également co-animateur). Pendant une heure entière, Rhodes a mis en doute le patriotisme et les motivations de Snowden, citant à plusieurs reprises son choix de fuir en Russie comme principale preuve (ainsi que le fait que Snowden soit allé rencontrer des journalistes en "Chine" - Rhodes entend par là Hong Kong) : "Parce que, encore une fois, un lanceur d'alerte ne passe pas ostensiblement par la Chine pour aller en Russie, vous savez, les journalistes disent toujours "Vous me dites que vous savez qu'il travaillait pour les Russes ? Je réponds que non, je vous dis ce que je vois, à savoir que ce type est allé en Chine et en Russie, les deux concurrents les plus hostiles des États-Unis en matière de renseignement ; il aurait pu aller dans un pays européen très libéral qui l'aurait probablement accueilli, ou il aurait pu faire face à la musique ici ; le choix de ces destinations en dit long.

Peut-on mentir de manière plus flagrante et délibérée que cela ? Rhodes sait avec certitude que ce qu'il dit ici sur Snowden est un mensonge absolu. Il sait que Snowden n'a pas "choisi" la Russie comme "destination". Il sait que Snowden a fait exactement ce que Rhodes dit qu'il aurait dû faire : chercher refuge dans d'autres pays. Il sait que la seule raison pour laquelle Snowden est en Russie est que Rhodes luimême l'y a piégé en l'empêchant de partir. Nous savons que Rhodes sait tout cela parce qu'il s'en est vanté dans son livre, dans le passage cité ci-dessus. Et pourtant, à maintes reprises, Rhodes a dit au public l'exact contraire de ce qu'il savait être la vérité.

Comme indiqué, Rhodes était loin d'être le seul à diffuser sciemment ce mensonge au public américain. En 2014, Hillary Clinton, dans une interview au Guardian, a condamné Snowden en affirmant faussement qu'il s'était envolé de Hong Kong vers la Russie avec l'intention de demander l'asile à Poutine. Écoutez-la mentir de manière flagrante : Du point de vue du cycle des nouvelles de vingt-quatre heures, ce n'est peut-être pas la révélation la plus opportune. Mais ce n'est que ces derniers jours que j'ai lu le livre de Rhodes et que j'ai eu du mal à croire la clarté avec laquelle il a exposé ses propres mensonges et ceux de ses collègues de l'administration Obama. Ce niveau de mensonge conscient - passer des années à insinuer que Snowden était un traître ou un espion russe parce qu'il s'est enfui en Russie alors que vous savez qu'il voulait partir et qu'il a fait tout son possible pour le faire, mais que ce sont vos actions qui l'ont piégé là-bas contre sa volonté - exige une volonté illimitée de mentir dès que cela sert ses intérêts.

Nous n'avons pas l'habitude de voir un cas où la preuve du mensonge est aussi concluante - où elle est offerte par les menteurs en premier lieu - mais ce comportement est loin d'être rare. C'est ainsi que l'État de sécurité nationale des États-Unis se reproduit, et il est vital de toujours s'en souvenir lorsqu'on écoute ces gens parler.

Glenn Greenwald
LGS 4 septembre 2021

Suite de la page (12)

rapide des talibans et l'évacuation chaotique de Kaboul sont la conséquence directe de son incompétence et de celle de ses collègues à la tête de l'armée. Mais quelle que soit la manière dont elle a été exécutée, la défaite des États-Unis était certaine depuis de nombreuses années. Le retrait n'a été que l'aveu final. Cela aura des conséquences importantes.

L'Irak est le prochain pays concerné. Que ce soit par un retrait chaotique comme en Afghanistan ou dans le cadre d'un accord avec l'Iran, la présence américaine en Irak est actuellement intenable. Mais les choses ne s'arrêteront pas là. À la vue de la machine militaire américaine écrasée par une bande de fanatiques talibans armés de kalachnikovs, d'autres pays comme la Chine, la Russie et même des régimes plus faibles comme l'Iran seront encouragés à défier la domination américaine. Le résultat est à l'opposé de l'objectif visé par les généraux tout feu tout flamme lorsqu'ils ont entrepris de montrer leur puissance après le 11 septembre. Au lieu d'une démonstration de la puissance militaire américaine, c'est l'incompétence, les limites et les faiblesses de l'impérialisme américain qui ont été exposées aux yeux du monde entier. Les alliés des États-Unis partout dans le monde auront désormais de sérieux doutes quant à l'efficacité du soutien que Washington peut leur apporter.

L'impérialisme américain reste à ce jour la force militaire et économique la plus puissante de la planète. Cependant, comme nous l'avons expliqué, sa capacité de manœuvre a été sévèrement réduite. Par conséquent, toute campagne militaire américaine majeure est exclue pour le moment. À la place, ils seront plus enclins à recourir à la guerre économique, à des opérations particulières limitées et à des campagnes par procuration. Loin de faire du monde un endroit plus sûr, cela va accroître l'instabilité et les tensions dans les relations diplomatiques mondiales. Comme un ivrogne au lendemain d'une beuverie, la classe dirigeante américaine est maintenant obligée de tenir compte des processus qu'elle a déclenchés.

Crise du régime américain

Les conséquences de ces événements ne se limitent pas aux relations mondiales, mais aussi aux relations entre les classes à l'intérieur du territoire des États-Unis. Près de 800 000 soldats américains ont participé à la guerre en Afghanistan. La majorité d'entre eux sont rentrés chez eux avec de profondes cicatrices physiques et mentales – si tant est qu'ils soient rentrés chez eux. Dans une interview accordée à Vice, un ancien marine qui a participé à certaines des batailles les plus difficiles en Afghanistan a donné un aperçu intéressant de l'état d'esprit de beaucoup de gens dans cette couche de la population. Lorsque l'intervieweur lui a demandé s'il pensait que la guerre a été en vain, il a répondu : « Oui, je le pense. Vous savez, en tant que personne qui a saigné dans cette guerre comme nous tous… les gars qui ne sont pas rentrés à la maison… pourquoi? Pourquoi ne sont-ils pas rentrés? Ce sont des jeunes de 19, 20 ans qui n'ont jamais pu rentrer à la maison. Ils n'ont jamais pu commencer leur vie et on les a abandonnés. Nous avons abandonné ces gars-là. Et c'est blessant. »

Le sentiment de trahison transparaît dans chaque mot. Il n'est pas difficile d'imaginer la colère qui doit envahir beaucoup de ces Américains ordinaires qui ont soutenu les guerres en Afghanistan et en Irak lorsqu'ils se rendent compte qu'ils ont été floués. Après 20 ans de guerre, aucune des promesses qu'on leur a faites ne s'est concrétisée. Au lieu d'un monde plus sûr et plus démocratique, le carnage de l'impérialisme américain a laissé derrière lui une traînée de barbarie et de misère.

Le fondamentalisme islamique n'a pas été vaincu – au contraire, avec l'aide des États-Unis, il a trouvé de nouveaux refuges en Irak, en Syrie et en Libye. L'Irak et l'Afghanistan ne sont pas plus près de la démocratie qu'ils ne l'étaient auparavant. Tous les discours sur un « nouvel ordre mondial » fondé sur des valeurs américaines dites démocratiques, sur « l'édification de nations », sur la « guerre contre le terrorisme » et sur l'exceptionnalisme américain se sont révélés n'être que des paroles en l'air. Ce sont de sérieux problèmes pour l'establishment, qui est de plus en plus perçu par les Américains comme une meute incompétente de menteurs, d'opportunistes et de charlatans. Dans le podcast Net Assessment, Christopher Preble, du groupe de réflexion conservateur Cato Institute, a tiré la sonnette d'alarme : « Nous avons ce schéma de déclarations trompeuses, fausses ou, dans quelques cas, carrément mensongères [dans les] déclarations relatives à l'efficacité des forces de sécurité afghanes. (…) Le déficit de crédibilité était le problème de l'époque du Viêt Nam, lorsque des responsables du gouvernement américain affirmaient des choses sur l'évolution de cette guerre, par exemple sur la durabilité du gouvernement du Sud-Viêt Nam ou sur l'efficacité de l'armée de la République du Viêt Nam, qui se sont révélées fausses. C'était un manque de crédibilité. Et ainsi on ne faisait pas confiance aux responsables américains pour dire la vérité. (…) Ce que je veux dire, c'est que ce problème de crédibilité ne se limite pas aux guerres étrangères. Nous avons en ce moment un effondrement de la confiance dans les institutions de ce pays. Et des millions d'Américains sont incapables de différencier la réalité de la fiction (…) Il y a un problème de crédibilité et il s'aggrave. Le peuple américain ne croit pas les représentants du gouvernement. »

Il s'agit d'un avertissement qui porte à réfléchir, venant de l'un des stratèges les plus intelligents du capitalisme américain. Si la tragédie du 11 septembre 2001 et les guerres qui ont suivi en Irak et en Afghanistan ont initialement renforcé le sentiment de patriotisme et d'unité nationale, les défaites ont renforcé le sentiment de haine et de méfiance envers la classe dirigeante. La crise de l'impérialisme américain à l'étranger est également une crise du capitalisme américain à l'intérieur du pays. Associée à des facteurs tels que la gestion criminelle de la pandémie de COVID-19, la baisse du niveau de vie, l'incertitude économique généralisée et le fléau du racisme, elle a alimenté le processus moléculaire de la révolution qui se déroule sous la surface. L'impérialisme américain commence à récolter ce qu'il a semé. Les conditions sont réunies pour que la classe capitaliste américaine soit punie pour ses crimes – non pas par les fous furieux islamistes qu'elle a elle-même nourris, mais par les masses révolutionnaires.

La Riposte Socialiste
11 Septembre 2021

Suite de la page (8)

Me André Michel et ses compagnons étaient les plus grands défenseurs d'un exécutif bicéphale. Le vent tourne, certains leaders politiques haïtiens aussi, suite à la disparition de Jovenel Moïse. Les mêmes qui soutenaient corps et âme au sein du PEN le Président du Sénat, Joseph Lambert, pour être le successeur provisoire du Président défunt sont les premiers aujourd'hui à apporter leur soutien au plan de Ariel Henry. A la Résidence du Premier ministre, le samedi 11 septembre 2011, le pays tout entier a constaté que c'est Me. André Michel, omniprésent, qui coordonnait presque la séance de signature dudit Accord avec les autres partis et le chef de la Primature.

Sauf que personne ne saurait dire si oui ou non Ariel Henry qui fait office de dauphin provisoire mais contesté par certains de ses ministres, entre autres, Rockfeller Vincent de la justice ; Rénald Lubérice Secrétaire général du Conseil des ministres ; le Commissaire du gouvernement Me. Bed-Ford Claude, sans oublier des institutions comme OPC (Office de Protection des Citoyens) pourra continuer jusqu'au bout. Tout dépendra surtout de ce qui sortira de l'enquête du juge d'instruction, Garry Orélien, sur l'assassinat du Président de la République compte tenu des relations du Premier ministre avec son ami Joseph Félix Badio, l'un des auteurs intellectuels présumés de ce meurtre politique. En tout cas, à en croire les informations fournies par le Parquet de Port-au-Prince, les coïncidences sont étranges et troublantes. « Le Parquet de Port-au-Prince a reçu de la Digicel les relevés d'appels entre le Dr Ariel Henry et Joseph Félix Badio.

Le Parquet a constaté que le Premier ministre avait eu une conversation pendant trois minutes avec Joseph Félix Badio à 4h03 du matin le 7 juillet. À ce moment-là, le PM était à l'hôtel Montana et Badio se trouvait à Pèlerin 5 pendant l'assassinat du Président. A 4h20 du matin, toujours le 7 juillet, le Parquet a constaté que le Dr Ariel Henry et Joseph Félix Badio ont eu une autre conversation qui a duré 4 minutes » rapporte le quotidien Le Nouvelliste dans son édition datée du 10 septembre 2021. Des informations qui suscitent légitimement dans tout le pays et dans la diaspora beaucoup d'interrogations et de commentaires sur la fidélité politique du neurologue et Premier ministre a.i Ariel Henry envers le chef de l'Etat assassiné. Mais qui peut comprendre ce pays ?

C.C

Guinée : Un coup d'État militaire renverse le président Alpha Condé



Le colonel Mamady Doumbouya

Par Alex Lantier

Dimanche matin, les forces spéciales guinéennes liées aux impérialismes américain et français, dirigées par le colonel Mamady Doumbouya, ont lancé un coup d'État dans la capitale Conakry, renversé le président Alpha Condé et imposé la loi martiale dans l'ancienne colonie française d'Afrique de l'Ouest.

Le coup d'État est survenu dans un contexte de colère populaire croissante face aux hausses des prix du carburant et des denrées alimentaires, aux pénuries de pain et aux augmentations d'impôts, alors que l'économie guinéenne vacille sous l'impact de la pandémie de COVID-19. La tentative de Condé en 2019 de réécrire la constitution guinéenne pour se maintenir au pouvoir jusqu'en 2032 avait provoqué des manifestations de masse.

Vers 8 h dimanche, les troupes du Groupement des forces spéciales (GFS) ont bouclé le quartier de Kaloum à Conakry, où se trouve le palais présidentiel Sekhoutoureah. Elles se seraient emparées de Condé après un bref échange de tirs avec la garde présidentielle.

Doumbouya est ensuite apparu à la Radio-Télévision publique guinéenne (RTG), armé et en uniforme, pour annoncer la formation de la junte du Comité national du rassemblement et du développement (CNRD). Il a déclaré: «Nous avons décidé, après avoir capturé le président, qui est actuellement sous notre garde (…), de dissoudre la constitution actuellement en vigueur et de dissoudre les institutions.» Il a ajouté: «Nous avons le contrôle de tout Conakry et, avec toutes les forces militaires et de sécurité, nous allons agir pour mettre définitivement fin aux maux de la Guinée.»

Doumbouya a décrété la fermeture des frontières de la Guinée pendant une semaine et un couvre-feu de 20 h à 5 h, exigeant que les travailleurs du secteur public se présentent au travail comme d'habitude. Il a ordonné aux ministres du gouvernement de se présenter à la junte ou d'être poursuivis pour rébellion. Lundi, les forces du CNRD ont également publié une vidéo qui montre Condé sous leur garde, les vêtements froissés et entouré de soldats, mais apparemment indemne. Dans son discours, Doumbouya s'est engagé à mettre en place un «gouvernement d'union nationale» et à éviter une «chasse aux sorcières» contre les figures du régime Condé. «Des consultations vont commencer pour esquisser les grandes lignes de la transition, ensuite un gouvernement d'union nationale sera mis en place pour mener à bien cette transition», a-t-il déclaré.

Doumbouya s'est également engagé à respecter la propriété capitaliste, notamment les propriétaires des mines de bauxite de Guinée, qui jouent un rôle important dans la production mondiale d'aluminium. Le CNRD, a-t-il dit, garantira «à nos partenaires économiques et financiers le déroulement normal de l'activité économique dans ce pays. Le Comité assure à ses partenaires qu'il respectera toutes ses obligations».

Pendant le discours de Doumbouya, il n'était toujours pas clair si son unité GFS avait effectivement pris le contrôle de la capitale. Le ministère de la Défense guinéen a publié une déclaration selon laquelle la garde présidentielle avait arrêté le coup d'État. Cependant, le Wall Street Journal a cité des «responsables occidentaux de la sécurité» anonymes qui ont reconnu que si la situation était «changeante», le CNRD «avait les cartes en main».

Lundi, le CNRD semblait avoir le contrôle de Conakry. Les reportages ont indiqué que la circulation dans la ville était lente, de nombreux travailleurs restant chez eux et évitant les soldats dans les rues. Fait significatif, l'Union syndicale des travailleurs de Guinée (USTG) a soutenu le putsch. Liée à la fois au syndicat américain United Auto Workers (UAW) et au syndicat français Confédération générale du travail (CGT) par le biais du groupe de coordination IndustriALL Global Union, la bureaucratie de l'USTG a publié une déclaration qui soutenait la nouvelle junte du CNRD.

Le secrétaire général de l'USTG, Abdoulaye Sow, a déclaré: *«L'histoire se répète, le 5 septembre 2021, le peuple de Guinée s'est réveillé avec une nouvelle réalité conforme à son destin. Tenant compte de cette nouvelle donne, l'Union nationale des travailleurs de Guinée (USTG) observe avec beaucoup d'intérêt la situation de notre pays, la GUINÉE… Elle lance un appel aux nouvelles autorités militaires pour qu'elles fassent preuve de retenue et sauvent la structure économique et sociale de notre pays».*

En réalité, rien dans l'histoire des régimes militaires en Afrique de l'Ouest ou dans les 63 ans d'histoire de la Guinée depuis son indépendance de la France en 1958 ne permet de penser que la bourgeoisie guinéenne puisse inaugurer une nouvelle ère de prospérité et de démocratie, ou établir une véritable indépendance vis-à-vis de l'impérialisme. Condé est devenu le premier président élu de Guinée en 2010, après avoir été longtemps identifié comme un opposant «démocratique» au régime militaire. Une fois au pouvoir, cependant, malgré les investissements internationaux dans les mines de bauxite guinéennes, Condé a dû affronter des problèmes internationaux pour lesquels il n'avait pas de solutions démocratiques.

Secoué par la guerre française du Mali voisin lancée en 2013 et l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest de 2014-2015, le régime de Condé a sombré sur l'impact dévastateur de la pandémie de COVID-19 et les politiques sanitaires et financières meurtrières menées surtout par les puissances impérialistes.

La Guinée a déclaré 30.000 cas confirmés et 355 décès confirmés de COVID-19, ce qui est probablement une sous-estimation massive. Elle n'a administré une proportion que de 9,2 doses de vaccins COVID-19 pour 100 habitants du pays. Au-delà du terrible bilan de la maladie, la flambée des prix mondiaux des céréales et des carburants et la chute des recettes d'exportation due au ralentissement économique mondial et à la spéculation financière déclenchée par la pandémie ont miné le gouvernement de Condé.

La hausse des prix du blé importé a provoqué une colère collective en janvier lorsque Condé a fait passer le prix d'une miche de pain de 250 grammes de 1.500 à 4.000 francs guinéens. Le mois dernier, le gouvernement a augmenté le prix d'un litre d'essence de 9.000 à 11.000 francs guinéens. Ces augmentations draconiennes appauvrissent de larges couches de la population guinéenne, dont le revenu annuel médian est de 459.000 francs guinéens (à peine 830 USD).

Doumbouya représente une couche des forces de sécurité en Guinée étroitement liée à l'impérialisme et à ses guerres pour la domination de l'Afrique de l'Ouest. Après avoir commencé sa carrière militaire dans la Légion étrangère française, il a reçu une formation militaire complémentaire à l'École de guerre française en Israël et dans les académies militaires du Sénégal et du Gabon, deux pays d'Afrique de l'Ouest liés de longue date à l'impérialisme français. Il a participé à la guerre de l'OTAN en Afghanistan et aux exercices militaires Flintlock dirigés par les États-Unis à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso voisin, en 2019.

L'un des autres participants avec Doumbouya à l'exercice Flintlock de 2019 était le colonel malien Assimi Goïta, qui, en pleines protestations antiguerre croissantes au Mali, a dirigé le coup d'État militaire d'août 2020. Comme Doumbouya, Goïta a publié une déclaration immédiatement après avoir pris le pouvoir, s'engageant à travailler avec les forces françaises et autres forces stationnées dans son pays.

En 2019, Doumbouya a salué l'exercice Flintlock et la fourniture par la Guinée de troupes pour servir d'auxiliaires à Paris afin de mener la guerre au Mali, notamment dans le nord, près de Kidal. Il a déclaré à Guinée News: «La Guinée se bat aux côtés de ses frères maliens à Kidal, dans le cadre de la guerre contre le terrorisme. De notre point de vue, nous pensons que c'est une affaire qui nous concerne».

Le putsch de Conakry – après celui d'août 2020 au Mali et celui d'avril 2021 dans un autre allié militaire africain clé de la France, le Tchad – met en évidence l'incompatibilité de la guerre impérialiste avec les atours même formels de la démocratie. Ce n'est d'ailleurs pas seulement un problème dans les anciennes colonies françaises d'Afrique. Les inégalités sociales et la gestion officielle de la pandémie de COVID-19 sapent les formes démocratiques de gouvernement même dans les pays impérialistes riches comme la France et les États-Unis.

Après la tentative de coup d'État du président américain Donald Trump le 6 janvier au Capitole à Washington, des officiers français – dont beaucoup sont stationnés en Afrique – ont signé une déclaration qui approuve un coup d'État militaire et l'utilisation de la force mortelle en France. Ces événements soulignent la nécessité d'unifier les luttes de la classe ouvrière au niveau international contre l'impérialisme, la guerre et la menace de dictature.

Wsws 8 septembre 2021

Porto Rico : marche pour l'indépendance à la veille de la célébration du Grito de Lares





Les organisations et partis indépendantistes de Porto Rico ont marché pour dire « Non à l'État, Oui à la décolonisation » « Oui à l'indépendances »

La marche « Non à l'État ; Oui à la décolonisation » a eu lieu à la veille de la célébration du Grito de Lares. El Grito de Lares était une insurrection séparatiste armée qui a échoué le 23 septembre 1868 et qui n'a pas réussi à séparer la capitainerie générale de Porto Rico de l'Espagne.

Les organisations et partis indépendantistes de Porto Rico ont mené ce dimanche la marche « Non à l'État, Oui à la décolonisation » contre un changement de statut de l'île vis-à-vis des États-Unis. Le principal lieu de la manifestation était la capitale portoricaine, San Juan, et s'est dirigé vers le Capitole de l'État suivi d'une caravane de véhicules, selon les informations des organisateurs.

Le collectif organisateur regroupe le Parti de l'indépendance portoricaine (PIP), le Front portoricain, le Mouvement national d'indépendance Hostosian (MINH), le Mouvement de l'Union soberaniste, le Mouvement du dialogue souverain, VAMOS et le Grand Est national de Porto Rico.

Les manifestants soulignent en particulier la condition coloniale que Porto Rico a traînée depuis 1898, lorsqu'à la fin de la guerre hispano-cubano-américaine, l'île était occupée par les États-Unis jusqu'à aujourd'hui, bien qu'à cette époque elle était recouverte du statut d'État Libre Associé.

Les organisateurs espèrent avoir des manifestations de soutien similaires à New York et dans d'autres villes des États-Unis, coordonnées par le Boricua Independence Front.

Dire « NON A LA COLONIE et NON A L'ETAT, dire NON aux lobbies de Ricky et Pierluisi ! Soyons les maîtres de notre pays !

La marche de San Juan a réuni des partisans de diverses options de statut, unis dans leur rejet de l'État et leur soutien à la décolonisation.

Résumé latino-américain 12 septembre 2021

Pleins Feux Sur : Guy « Ti Guy » Paul (Port-au-Prince – 1957)

« Un pitch aérien»

Par Ed Rainer Sainvill

Guy Paul a eu de sa part une ingénuité infatuée de culture. Produit authentique du Bas-Peu-de-Chose, ''Ti Guy" a surtout évolué dans une atmosphère où la musique et le football constituaient les seules évasions des adolescents. En plus de grandir dans une zone auréolée de tant d'émanations sociables. Ainsi qu'un lieu d'éclosion et de campement de multiples chantres, comme l'enfant adoptif Joe Trouillot, le berceau d'Ansy Dérose, le cercle d'Emerantes de Pradisnes, la résidence de Guy Durosier suite à son premier exil en 1970. Et d'innombrables ténors tels que Gatien Désir l'enfant de St. Raphaël, les capois Momo Jasmin et Roger Colas, le domaine d'Yvon Louissaint, les pénates du port-de-paisien J. Robert Telfort avant qu'il devienne Cubano, le fief d'Harold Joseph, le champ d'Hervé Bléus et tant d'autres mal connus dont les vocalises ont diverti l'adolescence de G.P.

En fait, on ne le rencontre jamais sans qu'il ne soit en délire de fredonner un air à la mode. Pour dire que ce mec a toujours eu le miaulement aux tripes. Ce qui va être renforcé par la présence dans son voisinage de trois bardes d'envergure : le chanteur de la joie de vivre et du ***kadans ranpa*** André Dorismond, de l'interprète de ***Maria leve*** Jean Benjamin et de l'intello et présentateur à Radio Haïti Inter, Gérard Hilton. Qui l'ont maintes fois inspiré dans leurs excursions domiciliaires. Malgré tout, l'univers de ''Ti Guy" n'est point limité à ses rêves musicaux. Car, en grand plan il y a le sport roi, le football qui agrandit l'imagination des mômes. Et, Guy en est aussi un adhérent assez qualifié et fait montre de ses atouts durant les championnats juvéniles. En outre, son frère aîné Will Léon ''Ti Pitou" est footballeur vedette du Victory Club, équipe fanion de sa zone ; et postulant en sélection. Avec plus qu'un tour dans ses manches ''Ti Guy" s'avance confiant pour atteindre ses cibles.

Entre temps, les années passent et s'accentuent les passions. Ainsi que vont les modes et les influences. Après les enfances tumultueuses marquées par la glorieuse génération des 1940-50. Et de surcroit, être affecté par les sonorités du fameux groupe « La Grande Puissance» de son quartier ; lequel a représenté la plus populaire bande pédestre du pays. La filiation successive l'ayant atteint tout aussi affectivement. Guy s'emballe à toutes les sonorités vocales qui l'animent: Pascal Albert, Dadou, Cubano, Badet, Shoubou, Assade, Sergo Paul, Célestin, Dérose, etc. Et surtout, son idole Gesner ''Coupé" Henry, qui lui donne des idées. Parallèlement son brio pour le football s'intensifie, de même que pour sa passion musicale. Ce qui l'instigue à des improvisations impromptues en compagnie d'un autre pote du coin, Patrick Appolon.

Imprégné d'un souffle félin et d'un pitch aérien, il est assiégé par les guitaristes de sérénades qui veulent s'offrir son high pitch épinglé. En plus des contraintes scolaires, et de la priorité donnée au foot qui lui offre plus de visibilité. La musique est encore à cette étape une distraction. Dont il continue à s'alimenter dans ce carrefour culturel qu'est sa zone. Qui a successivement pris part à la génération ***mini*** avec les frères Smith et Franky J. Baptiste, Serge Rosenthal, Léon Millien entre autres. Puis, a engendré les ''soul brothers" comme : Manno S., Dunac etc. A l'avènement du mouvement ***rasin*** avec des contributeurs comme : Harry Tiesfield, Ayizan et Azouke Sanon, Jean Raymond Giglio, Eddie François et autres. ''Ti-Guy" est aussi membre de la section rythmique du formidable groupe ambulatoire « Lobodia », qui avait pris le relais des légendaires : « Grande Puissance » et « Diabolo ».

Entre temps, sa trajectoire de footballeur a pris de l'ampleur. Et ''Ti-Guy" a fini par gagner sa place de titulaire au sein de l'équipe Victory Sportif Club du Bas-Peu-de Chose. Tout en continuant à cultiver le répertoire de l'« Orchestre Sélect ». Ensemble dont il est aussi un groupie, qui est bien toléré dans l'entourage. A preuve qu'un jour au cours d'une répétition chez Robert Denis ; alors que le chanteur vedette Assade Francoeur ne s'était pas montré, Guy s'est permis de se substituer à Francoeur en injectant son falsetto dans le morceau ***Ogou feray.*** Ce qui a rendu Bobby admiratif ; en suggérant au roi Gesner Henry de s'accommoder de cet étonnant gamin. Un conseil que le bon ''Coupé" n'a pas pris du temps à exécuter. C'est ainsi que dans l'après-midi même ''Ti Guy" a reçu une proposition du maestro, pour se produire à l'Olympia.

Une sortie musicale sans précédent pour Guy Paul, qui doit aussi performer sur deux fronts. Jusqu'à ce que l'ambiance des scènes et des nanas l'aient emporté sur l'aura des terrains de foot. De ce fait, il décide juste après un match contre l'Excelsior de raccrocher les crampons. En donnant son adhésion au football. A partir de là, ''Ti Guy" était prêt pour apporter sa contribution à la formidable épopée de l' « Ensemble Sélect ». Devenant sur les traces d'Assade Francoeur la seconde voix indispensable du groove ***koupe.*** Une époque transitoire qui a vu un certain remue-ménage au sein de cet orchestre ; avec l'intégration de nouveaux talents pour la relève tels que : Louixène Florestal, Onel Henry, Gesner Henry Jr., Jean C. Julien et, entre autres, ''TiGuy" à l'avant- poste. Juste à côté du roi ; et prenant de la bouteille sous sa supervision.

Tout en apportant sa fraicheur, son exubérance et sa voix haut-perchée, toute imprégnée de bonds aériens et d'une musicalité accrue à la sarabande de l' « Orchestre Sélect ». Avec en plus, une proportion à servir de transitions et d'ornements aux prêchi-prêcha et onomatopées du monarque, qui s'en est servi à cœur joie. En fait, ce fut une sorte de renaissance pour Jean Gesner Henry qui s'est bien régalé autour de cette nouvelle garde. Fort de nouveaux hits comme : ***espion, bébé bèl pawòl, jeune amateur, fanm*** et tant d'autres auxquels Guy Paul a arrosé de son timbre vertigineux, empli de ''salvo" et de trémolos. Ainsi qu'une kyrielle de tubes immortels qui ont garni le formidable répertoire du groupe, de ***Miyam miyam*** à ***Ti tèt la*** ; qu'il a repris en solitaire ou en duo avec Henry. Pour lequel Guy était devenu une sorte de fils adoptif.

C'est ainsi que lorsque la maladie et le surmenage ont commencé à décimer la vielle garde du groupe, y compris son leader inamovible Jean Gesner Henry, ''Ti Guy" est de ceux chargés pour perpétuer la fureur, le brillement et la variation du ***koupe.*** Ce qu'il a su faire à coups de gueule impromptus ; pendant que le roi était alité et ne pouvait plus nous transporter sur des charbons ardents. Pourtant, Guy n'a pas lésiné et est resté au chevet de son maitre et idole ; jusqu'à son dernier soupir. Après la mort de Henry, Guy et quelques survivants du groupe ont essayé de colmater les brèches. Mais on ne pouvait rien substituer à l'ombre géante du légendaire maestro. De ce fait, on verra ''Ti Guy" refaire surface avec l'ensemble « Konpa Manba » au pays. Puis, le « Logik Sélect » à NY ; avec lesquels il s'évertue à entretenir l'héritage sacré du rythme ***koupe.***

Des initiatives qui n'ont pas fait mouche. Obligeant Guy à prendre un sabbatique, tout en examinant ses options. Lesquelles ne se sont pas matérialisées au cours de cette dernière décade. A part quelques prestations de bénévolat dans lesquelles il a rallumé les vielles flammes. Et entre les boulots incompatibles, il respire encore de musique dans sa base à Brooklyn, où il rêve encore d'un come-back.

Pérou : Abimael Guzmán, haut dirigeant du Sentier lumineux, décède en prison, après 29 ans emprisonné et isolé

Le « camarade Gonzalo » a purgé une peine d'emprisonnement à perpétuité depuis près de 30 ans dans une prison à sécurité maximale à Lima.

Le fondateur du Sentier lumineux, l'organisation politico-militaire d'inspiration maoïste qui a combattu dans les années 1980 et 1990 au Pérou, est décédé ce samedi à l'âge de 86 ans. Abimael Guzmán purgeait une peine d'emprisonnement à perpétuité dans une prison militaire à sécurité maximale à Lima, où il était détenu depuis 1992.

Selon les autorités, il est décédé à 6h40 du matin « en raison de complications de santé ». Ces dernières semaines, il s'est avéré qu'il refusait de manger.

En son temps, le gouvernement péruvien de l'époque, présidé par l'autocrate Alberto Fujimori, concentra tous ses efforts sur la recherche de Guzmán. Le chef du Sentier lumineux était devenu un fantôme. Le 12 septembre 1992, il est capturé dans une maison du quartier de Surquillo, à Lima, par un groupe spécial de renseignement. Les autorités l'ont montré à la presse deux semaines plus tard, en cage et vêtu d'un costume rayé noir et blanc. Cette image a été devenue une icône.

A partir de ce jour, il n'a été vu qu'à quelques reprises, au cours de la procédure judiciaire dont il a fait l'objet. Les responsables de la prison ne lui ont jamais permis d'accorder une interview.

Résumé latino-américain 11 septembre 2021



Abimael Guzmán, fondateur du Sentier Lumineux, lève le poing lors d'un procès en novembre 2019


Abimael Guzmán, exposé dans une cage, en avril 1993.HECTOR MATA / AFP VIA GETTY IMAGES

Une poète derrière les barreaux

Par Dareen Tatour

En prison, j'ai rencontré tant de gens
qu'on ne peut les compter :
des tueurs, des délinquants,
des voleurs et des menteurs,
des gens honnêtes, des gens qui ne croient en rien,
des gens perdus, des gens qui ne comprennent plus rien,
des paumés et des affamés.
Puis les malades de mon pays,
ceux qui sont nés dans la douleur,
qui ont refusé de marcher avec l'injustice
tant qu'ils ne seraient pas des enfants
dont l'innocence avait été violée.

Les contraintes du monde les ont laissés abasourdis.
Ils ont pris de l'âge.
Non. C'est leur tristesse qui a vieilli,
qui s'est durcie avec la répression,
comme quand on plante des roses
dans un sol parsemé de sel.

Ils ont choisi l'amour sans crainte
et ont été condamnés pour avoir dit :
« Nous aimerons la terre à jamais »
sans se rendre compte de leurs actes.
Vous voyez, la prison, c'est pour ceux qui aiment.
J'ai questionné mon âme
dans les moments de doute et de distraction :
« Et qu'en est-il de ton crime ? »

Son sens aujourd'hui m'échappe.
J'ai dit cela et
j'ai révélé mes pensées ;
j'ai écrit sur l'injustice d'aujourd'hui,
j'ai trempé mes aspirations dans l'encre,
dans ce poème que j'ai écrit…
L'accusation a usé mon corps
du bout de mes pieds jusqu'au haut de ma tête,
car je suis une poète en prison,
une poète dans le pays de l'art.

On m'accuse de mots :
Ma plume m'a servi d'arme.
L'encre – le sang du cœur – amène ses témoins
et lit les accusations.

Écoute, ma destinée, ma vie,
ce que le juge a dit :
Un poème est accusé
et mon poème se mue en crime.
Au pays de la liberté,
le sort de l'artiste est la prison.
Le 2 novembre 2015
La prison de Jelemeh
Le jour où j'ai reçu la condamnation

Publié le 1 septembre 2016

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

AUTO DONATIONS

Drive Out Breast Cancer: Donate a car today! The benefits of donating your car or boat: Fast Free Pickup - 24hr Response Tax Deduction - Easy To Do! Call 24/7: 855-905-4755

EDUCATION

Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

EDUCATION / CAREER TRAINING

TRAIN AT HOME TO DO MEDICAL BILLING! Become a Medical Office Professional online at CTI! Get Trained, Certified & ready to work in months! Call 855-543-6440. (M-F 8am-6pm ET)

EDUCATION / CAREER TRAINING

COMPUTER & IT TRAINING PROGRAM! Train ONLINE to get the skills to become a Computer & Help Desk Professional now! Grants and Scholarships available for certain programs for qualified applicants. Call CTI for details! (844) 947-0192 (M-F 8am-6pm ET)

HEALTH

VIAGRA & CIALIS! 60 pills for $99. 100 pills for $150. FREE shipping. Money back guaranteed! 1-855-579-8907

HEALTH

Drink "SOUL," the anti-oxidant power supplement made from seeds! Banish pain, reclaim youth, inject energy. Packets: $4 each. Box of 30: $78. Two boxes: $143. Call (305) 610-6913 or visit www.myrainlife.com/rejuvenation.

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver Tractor Trailer & Owner Operators Wanted, for Container Work, 3 Years Pier Experience Required, CDL Class A Licence, Clean Record, Twic Cart Required. Good Pay, Steady Work, Please Call Gabriel or Mark (973) 690-5363 or Inquire Within 187-189 Foundry St. Newark, NJ 07105

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HELP WANTED

$18.50 NYC, $17 L.I. up to $13.50 Upstate NY! If you need care from your relative, friend/ neighbor and you have Medicaid, they may be eligible to start taking care of you as personal assistant under NYS Medicaid CDPA Program. No Certificates needed. 347-713-3553

HELP WANTED

HOTEL CLEANING NYC-QUEENS- WHITE PLAINS. T&L Cleaning is looking for Housekeeping Staff for various Hotels. Room Attendants, Laundry Attendants, House-persons and Supervisors. Apply on-line at: tlcleaningservices.com/apply or call 1-800-610-4770

HOME IMPROVEMENT

Eliminate gutter cleaning forever! LeafFilter, the most advanced debris-blocking gutter protection. Schedule a FREE LeafFilter estimate today. 15% off and 0% financing for those who qualify. PLUS Senior & Military Discounts. Call 1-877-763-2379

HOME IMPROVEMENT

The Generac PWRcell, a solar plus battery storage system. SAVE money, reduce your reliance on the grid, prepare for power outages and power your home. Full installation services available. $0 Down Financing Option. Request a FREE, no obligation, quote today. Call 1-888-871-0194

HOME IMPROVEMENT

Never Pay For Covered Home Repairs Again! Complete Care Home Warranty COVERS ALL MAJOR SYSTEMS AND APPLIANCES. 30 DAY RISK FREE. $200.00 OFF + 2 FREE Months! 866-440-6501

MISCELLANEOUS

BEST SATELLITE TV with 2 Year Price Guarantee! $59.99/mo with 190 channels and 3 months free premium movie channels! Free next day installation! Call 888-508-5313

TV INTERNET PHONE

DISH TV $64.99 For 190 Channels + $14.95 High Speed Internet. Free Installation, Smart HD DVR Included, Free Voice Remote. Some restrictions apply. Promo Expires 1/21/22. 1-888-609-9405

TV INTERNET PHONE

Get DIRECTV! ONLY $69.99/month! 155 Channels & 1000s of Shows/Movies On Demand (w/SELECT All Included Package.) PLUS Stream on Up to FIVE Screens Simultaneously at No Additional Cost. Call DIRECTV 1-888-534-6918

WANTED TO BUY

FREON WANTED: We pay $$$ for cylinders and cans. R12 R500 R11 R113 R114. Convenient. Certified Professionals. Call 312-291-9169 or visit RefrigerantFinders.com